

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 11 MAI 1977  
N°446 1,50 F

Belgique 15 FB  
Commission Paritaire 56 942

LIRE EN P. 9 :  
INTERVIEW DU  
PROFESSEUR LARIVIÈRE,  
PRÉSIDENT DE L'AMFP,  
DE RETOUR DU LIBAN

«Demain sera  
toujours  
palestinien»

GRÈVE INTERPROFESSIONNELLE CGT-CFDT-FEN-FO

## NOUVELLE JOURNÉE D'ACTION LE 24 MAI

Ce sera la douzième depuis le 1<sup>er</sup> janvier ! Il y a déjà eu trois «journées d'action» métallurgie-sidérurgie (dont la dernière le 15/4), 1 Hacuitex (22/4), 1 bâtiment (13/4), 1 banques (3/5), 1 chimie (4/5), 2 fonctionnaires (27/1 et 28/4), 2 interprofessionnelles (emploi le 23/3 et Sécurité Sociale le 21/4)... et peut-être en oublions-nous ?

Après bien des péripéties, les discussions ont enfin abouti entre les dirigeants de la CFDT, de la CGT et de la FEN à propos de l'action revendicative à mener dans la période qui s'ouvre. La montagne a une fois de plus accouché d'une souris !

Nous voilà gratifiés d'une nouvelle journée d'action pour la fin du mois. Histoire de ménager les susceptibilités de FO, la date n'en a été rendue publique qu'hier. On semblait beaucoup tenir à la participation des «camarades de FO» à cette journée, mais quand même l'action a été décidée sans eux pour bien souligner leur marginalité.

Bergeron a d'ailleurs confirmé que s'il appelait à la grève, il n'appellerait pas aux manifestations. Mais là n'est pas l'essentiel.

Quoiqu'en disent les directions confédérales, la journée du 28 avril a été diversement suivie. Dans les manifestations, la voie de la lutte avait du mal à s'affirmer. Des sections d'entreprises et jusqu'à la fédération des banques CFDT, ont refusé de participer à cette journée et en ont expliqué largement les raisons :

Par ailleurs, tout le monde a constaté que le 1<sup>er</sup> mai cette année n'a pas eu l'éclat attendu. Les manifestations étaient nettement moins nombreuses que l'année dernière. La bataille de mots d'ordre moins intense.

En face de ces initiatives ternes, pourtant les luttes se développent régulièrement. Malgré l'intransigeance patronale, des succès sont arrachés. Mais il y a une distance très nette entre ce mouvement de luttes et le «retentissement national» que leur donne les directions syndicales. Ce n'est certes pas à coup de ces journées d'action que l'on construira le nécessaire rapport de forces capable de mettre en échec les plans Barre et Barre bis.

Certes à la différence du 28 avril cette journée est interprofessionnelle. L'unité avec le secteur privé réclamée par les fonctionnaires le 28 avril pourra se réaliser ce jour-là. Mais à nouveau, reposons la question : Et après ? Comme les autres, cette journée est conçue comme une fin en soi, un aboutissement. S'en servir de tremplin pour faire démarrer un vaste mouvement de luttes semble plus que jamais hypothétique ; les états majors syndicaux attentifs pèsent de tout leur poids pour empêcher que ne s'amorce le processus. C'est que le développement des luttes, leur coordination, leurs victoires n'est pas la principale préoccupation dans la période. Ces messieurs ont d'autres projets : à la CFDT, on travaille ferme sur la «plate forme d'objectifs de transformation», qui doit paraître, faire date dans l'histoire de la CFDT : il s'agit du programme revendicatif de l'après 78 et des échéances que la CFDT entend fixer pour sa réalisation. La CGT n'est pas en reste ; elle multiplie les colloques, tables rondes et autres forums. Sur le thème «la CGT et quelque chose à dire», la «Vie Ouvrière» de la semaine dernière présentait une brochette de secrétaires fédéraux discutant sur «les grandes questions qui seront posées demain au mouvement syndical».

(SUITE DE L'ÉDITORIAL EN P. 4)

LES COMPTES DU  
PROGRAMME COMMUN

IMPASSES SUR  
LES QUESTIONS  
CRUCIALES

(LIRE NOTRE ARTICLE EN P.4)

MARÉE NOIRE A QUIMPER

### LES IDÉES LUMINEUSES D'UN SECRÉTAIRE D'ÉTAT AU FOND DES PUIITS



Les militaires du contingent mobilisés pour récupérer le pétrole du «Bohlen»

- 40 tonnes de pétrole enfouies dans un champ au petit jour
- Nombreux puits pollués
- Le quartier de Toulven privé d'eau

(LIRE NOTRE ARTICLE EN P.6)

RUMEURS SOVIÉTIQUES DÉMENTIES  
PAR L'OLP

### PAS DE RECONNAISSANCE D'ISRAËL !

Lors de son voyage à Moscou, Yasser Arafat aurait déclaré être prêt à reconnaître Israël : telle est la «nouvelle» que des représentants de la presse qui la tenaient de représentants américains, avaient rapportée. Ces derniers la tenaient eux-mêmes de Cyrus Vance à qui Dobrynine, l'ambassadeur soviétique à Washington, l'avait transmise !

L'OLP vient de démentir catégoriquement la nouvelle, déclarant : «Nous ne sommes pas prêts à reconnaître l'Etat d'Israël».

Une fois de plus, voilà la position de l'URSS mise en pleine lumière : un soutien de fait à l'Etat d'Israël, l'hostilité aux positions fondamentales de la Révolution Palestinienne, le prétendu soutien soviétique à l'OLP n'ayant d'autre but que de disputer aux USA la domination du Moyen-Orient.

A  
nos lecteurs

Ce vendredi, le Quotidien du Peuple passera de 1,50 F à 1,70 F. Les raisons, chacun les connaît, ou les devine : depuis plus de dix-huit mois, les hausses de prix n'ont pas cessé de se succéder ; elles se sont accélérées depuis le déblocage des prix du 1<sup>er</sup> janvier. Par exemple, depuis cette seule date, c'est une hausse de 13% que nous subissons sur le coût du papier, de 11% sur les photos d'agence, pour ne parler que de ces éléments de base de la fabrication du journal. C'est cette hausse-là, celle des matériaux qui constituent le journal que nous sommes obligés de suivre pour maintenir notre budget actuel en équilibre. Nous savons bien ce que cela va demander à chacun d'entre vous comme efforts supplémentaires, c'est pourquoi depuis 20 mois que le Quotidien du Peuple paraît nous avons maintenu stable le prix du journal. Aujourd'hui il serait malsain financièrement de mettre en péril l'équilibre du journal en ne corrigeant pas légèrement son prix. C'est pourquoi nous demandons cet effort à tous nos lecteurs, en même temps que nous leur demandons de faire connaître largement leur journal autour d'eux.

13<sup>ème</sup> congrès  
Force Ouvrière  
(Vichy)

DE L'ÉCHEC DE LA  
«POLITIQUE  
CONTRACTUELLE»  
AUX TENTATIONS  
DE L'UNION DE  
LA GAUCHE ?

(LIRE  
NOTRE DOSSIER EN P.2)

# DOSSIER

## 13<sup>e</sup> CONGRÈS «FORCE OUVRIÈRE» (VICHY)

# DE L'ÉCHEC DE LA «POLITIQUE CONTRACTUELLE» AUX TENTATIONS DE L'UNION DE LA GAUCHE ?

Par Stéphane RAYNAL

Mardi 10 mai à 10 h, au Palais du Lac de Vichy (Allier), s'est ouvert le 13<sup>e</sup> Congrès de la «CGT - FO». C'est une étape importante dans l'histoire de cette Confédération, scissionniste de la CGT de 1947, et qui s'est voulue «apolitique»... 78 tourmente même Bergeron, le secrétaire général de FO, contesté désormais par ses bataillons corporatifs de la Fonction Publique. Les blocages salariaux du plan Barre y sont pour beaucoup ! D'autant qu'ils coïncident avec la situation de pré-élections où la social démocratie (et notamment le CERES, à quelques semaines du Congrès du PS où il devra compter ses forces) cherche à ramener Force Ouvrière dans le giron de l'Union de la gauche...

En 1972, aboutissement d'une opposition amorcée en 1969, la Fédération de la Chimie F.O., dirigée par Maurice Labi et Pierre Onillon, quittait la Centrale pour rejoindre la CFDT, s'intégrant à la Fédération Unie Chimie (FUC). Pour ces militants, qui étaient restés jusque là à F.O. par rejet de la main mise du PCF sur la CGT et dans l'expectative sur les orientations CFDT (ce n'est qu'en 1970 au 35<sup>e</sup> congrès confédéral que la CFDT reconnaît la lutte des classes !), «une page est tournée» : pour eux, «il n'est plus possible de demeurer dans deux camps à la fois» et de se dire syndicaliste aux côtés de «ceux qui se réclament du réformisme ou de l'anarcho-trotskyisme, sont les mêmes et s'entendent comme larrons en foire ; car l'un d'eux le disent ou qu'ils le voient ! ils sont acquis à la forme capitaliste de la société» ! (extraits de «Chimie-Verre syndicaliste» organe de la Fédé-chimie F.O. de janvier 72).

Tout n'est pas clair, à coup sûr, avec ces syndicalistes si longtemps restés

dans la Confédération «jeune» des Jouhaux, Bothereau et Bergeron. La pratique, marquée par la «politique de la présence» dans les organismes paritaires de gestion, comme l'idéologie (où l'anti-communisme est loin d'être exempt !) de ces transfuges pèsent encore actuellement à droite dans la FUC-CFDT. Mais affaiblissant le camp de la collaboration de classe ouverte et constante, la scission F.O. de 1972 n'en a pas moins constitué un point positif.

### UNE OPPOSITION À BERGERON ?

Aujourd'hui, on peut légitimement s'interroger : ne va-t-on pas vers de nouveaux départs ? La CFDT en sera-t-elle encore une fois la bénéficiaire ? Lors de la Conférence de presse qui se tint rue Cadet à l'occasion de l'inauguration de leurs nouveaux locaux, certains membres de la Commission exécutive CFDT ne ca-

chaient pas alors leurs «espoirs dans une évolution favorable de la situation au sein de F.O., après le 7 octobre et le blocage de la politique contractuelle».

Un membre du Bureau National, Antoine Troglu, (de l'Union Régionale Lorraine CFDT) avait d'ailleurs exprimé auparavant, dans Syndicaliste-Hebdo, son sentiment d'une «unité possible» avec des secteurs de F.O.

Il est vrai que de nombreux indices d'opposition ouverte à la politique de Bergeron se sont faits jour, au fil des mois de crise et surtout avec le plan Barre, dans les rangs de F.O. A quelques jours de la grève générale interprofessionnelle (des secteurs privés et publics unis) lancée par CGT, CFDT et FEN, le «cartel des Fédérations F.O. de la Fonction Publique» d'A. Giauque appelle également à la «grève nationale» par exemple. Ainsi, plus de la moitié des adhérents de la Centrale (fonctionnaires, hospitaliers, postiers, communaux) se sont mis d'accord pour agir, malgré les atermoiements de Bergeron, qui attend encore que le gouvernement Barre-bis «améliore ses positions», en particulier au niveau de la politique contractuelle.

L'un des porte-paroles du cartel des fonctionnaires, Vasquez (du puissant syndicat FO des impôts) précisait lundi dans le journal du PS le Matin de Paris, qu'il souhaitait «que la Confédération adopte une attitude plus radicale avec le pouvoir plus souple avec les autres

Centrales, plus politiques dans ses interventions, sans que cela compromette l'indépendance de l'organisation».

On voit toute l'ambiguïté de telles déclarations et d'une orientation simplement désireuse d'une «rectification» de F.O. et de son encrage à gauche, aux côtés de la CGT et de la CFDT, dans l'optique 78 ! Sans conteste, il y a là la marque d'une offensive de gens du PS renoués par Mitterrand voire même du CERES contre la «vieille garde» SFIO qui se veut «apolitique» dans le syndicat.

Ces opposants-là s'étaient déjà manifestés au précédent Congrès de Toulouse où une soixantaine de délégués (dont une trentaine du CERES) s'étaient regroupés autour d'une motion présentée par Guy Couderc (de l'Administration Générale) et des postiers F.O. de Lyon et Paris. Leurs votes, fondus dans les 8,3 % d'abstention au Congrès avaient alors été caractérisés par les amis d'André Bergeron comme une «tentative d'O.P.A. lancée par le CERES sur Force Ouvrière» destinée à «samer F.O. dans l'Union de la Gauche». Trotskyistes, anarchistes et «vieille garde» réformistes s'étaient unis pour repousser cette initiative. Sans nul doute, à Vichy ces jours-ci, elle sera de nouveau en œuvre, plus que jamais, à l'approche de 78 (portée surtout par certains délégués des PTT, de l'EDF, de l'Energie Atomique ou des mineurs)...

Mais là n'est pas le tout de la contestation (celle, réelle, qui refuse ses mandats à Bergeron et non celle du folklore anarcho-trotskyiste, si complaisant avec la direction confédérale, au nom de «l'indépendance syndicale» !). Ainsi, dans les Impôts et le Trésor, de nombreux syndiqués qui avaient fondé leur adhésion sur les «résultats» (un peu moins dérisoires qu'ailleurs dans ces professions) de la politique contractuelle sont écœurés désormais du mur salarial de Barre et se retournent contre Bergeron, qui ne dit mot ! Des syndicats de fonctionnaires F.O. en sont venus à «déplorer que, sous prétexte d'apolitisme, la Confédération ait refusé de s'associer à la journée nationale d'action du 7 octobre» et proposent d'«organiser une riposte n'excluant pas l'unité interconfédérale». C'est pourquoi, c'est au sein du Cartel des fonctionnaires d'André Giauque qu'il faudra sans doute chercher ceux qui, voulant «à tout prix défendre le pouvoir d'achat» iront le défendre hors des rangs de Force Ouvrière !

## Quelques points de repère

À «Force Ouvrière», selon Pierre Galoni (membre de la direction confédérale) «il s'agit moins de repenser le syndicalisme que de l'adapter... Et c'est vrai que depuis 1947, où ils scissionnèrent de la CGT, les gens de FO ont observé les orientations du capitalisme et s'y sont en effet fort bien adaptés, et conformés jusque là, semble-t-il : la confédération FO a laissé son nom attaché à plus d'un accord au rabais avec le patronat et avec la «politique contractuelle» chère à Chaban-Delmas (et à l'actuel économiste du PS, J. Delors) autant qu'à Bergeron !



Les 18 et 19 décembre 1947 (salle des Horticulteurs à Paris) la «conférence nationale des groupes Force Ouvrière» décide de la scission d'avec la CGT. Le soir même Jouhaux, Bothereau, et leurs amis remettent leur démission des organes confédéraux à Benoit Frachon, secrétaire général (PCF) de la CGT.

La création de «Force Ouvrière» n'est pas le fruit du hasard ! Son groupe dirigeant de 1947, s'est formé pour l'essentiel des anciens dirigeants de la CGT réformiste d'après la première scission de 1922 (survenue entre «unitaires» et militants du PCF dans la CGTU d'une part, et «confédérés» et membres de la SFIO dans la CGT, d'autre part). Ainsi, Jouhaux, Bothereau, et le futur Ministre du Travail de Guy Mollet en 1956, Albert Gazier, participèrent successivement à l'exclusion en 1939 des militants communistes de la CGT (réunifiée provisoirement en 1938) puis à l'organisation de la scission des «groupes des amis du bulletin de FO» le 19 décembre 1947.

La fraction «FO» refusait la montée de l'influence du PCF dans la CGT réunifiée à la Libération et les actions entamées par lui après son expulsion du gouvernement et la proposition US de «plan Marshall» (destiné à mettre la France sous la coupe de l'impérialisme yankee). Cette «convergence» d'orientation avec la SFIO de l'époque et les USA se traduit d'ailleurs par l'intervention d'un «syndicaliste de la confédération américaine AFL - CIO», Irving Brown, (agissant pour le compte de la CIA selon ses propres aveux), qui paya en dollars les locaux et moyens d'expression des minoritaires scissionnistes «CGT - FO». Ainsi purent-ils créer le 13 avril 1948 leur boutique «Force Ouvrière», avec le renfort de Syndicats «autonomes» des PTT et de la SNCF et de courants trotskystes et anarchistes.

1949 : Création de la CISL (Confédération Internationale des «Syndicats Libres») à laquelle adhèrent le DGB (RFA), les TUC (GB), l'AFL - CIO (USA)... et Force Ouvrière.

1957 : Motion Pastre (CGT) - Lapeyre (FO) - Forestier (FEN) «pour la réunification syndicale».

1963 : 8<sup>e</sup> Congrès FO, Bergeron remplace Bothereau comme secrétaire général de la Centrale.

1969 : FO signe les «Contrats de progrès» de Chaban et Delors, dans la Fonction publique et Nationalisée.

1973 : FO cherche à saboter la lutte des Lip et pousse à la reprise à Ormans.

1975 : FO fournit à Amaury les gens nécessaires pour faire imprimer son torchon, le «Parisien Libéré», sous la protection de la police, des milices et leurs chiens.

1976 : Les groupes CFT du Commerce et quelques autres secteurs adhèrent à Force «Ouvrière».

1977 : une minorité de syndiqués FO, notamment dans la Fonction Publique, se rebiffent enfin, refusant le plan Barre !

Est-il bien nécessaire de rappeler, en outre, que la CGT - FO appela à la reprise du travail, avec une belle constance, dans toutes les grandes luttes des travailleurs de 1948 à 1968 ?

## F.O et le Parti Socialiste

Alors que malgré les grandes protestations d'apolitisme de la direction confédérale, les liens de la «CGT - FO» avec la SFIO étaient notoires et étroits, il en est différemment aujourd'hui avec le PS. Les enquêtes publiées depuis le Congrès d'Épinay du PS «renoué» par Mitterrand indiquent une croissance de la présence PS dans la CGT et surtout dans la CFDT, au détriment de la «syndicalisation FO». Par ailleurs Bergeron lui-même, adhérent du PS à la section de Montrouge, ancien des Jeunes Socialistes de la Seine de 1936, est contesté vertement dans le Parti Socialiste actuel. En novembre 74, la Fédération du Bas-Rhin et une centaine de sections du PS demandaient son exclusion. Il était devenu trop voyant pour la social démocratie «renouée» (et les nouveaux adhérents CFDT, venus avec les Assises du Socialisme,



Mitterrand donne le feu vert à Bergeron, le 29 avril dernier

souhaitaient le départ de ce farouche adversaire de l'autogestion).

Actuellement, il est en butte dans le PS, mais aussi dans FO, et son Congrès, à une offensive du CERES, révolté tant contre sa caractérisation de l'Autogestion comme «une dangereuse utopie qui conduirait au désordre général et à un corporatisme étriqué», que contre son refus de l'unité d'action avec CGT - CFDT et de l'Union de la

Gauche. Mais une rencontre Bergeron - Mitterrand a eu lieu le 29 avril dernier. A cette occasion «les deux délégations se sont accordées sur de nombreux points» (Sécurité Sociale, Conventions Collectives, fiscalité, Europe...) et ont déclaré partager «la même conception de l'indépendance syndicale» : Mitterrand a donc donné le feu vert à Bergeron contre les «jeunes loups» du CERES et le courant pro-CFDT !

La taxe professionnelle au Parlement

## LES DÉPUTÉS RPR GRIGNOTENT BARRE

Une de ces affaires «secondaires» sur lesquelles Giscard se déclarait prêt à reculer devant les députés RPR, vient d'occasionner une défaite du gouvernement. Après de multiples va-et-vient et concertations internes à la «majorité», le gouvernement a finalement décidé de retirer, sous sa forme actuelle, le projet de loi sur la taxe professionnelle qu'il présentait hier devant l'Assemblée nationale. Le texte sera remanié aujourd'hui même en conseil des ministres, avant d'être déposé à la commission

La taxe professionnelle, impôt local mis sur pied par Giscard pour remplacer l'ancienne patente, n'a pas cessé de lui créer des ennuis. Lors du premier débat sur son adoption d'abord. Mais, Chirac étant alors premier ministre, le RPR avait assuré l'adoption du texte. C'est à l'automne dernier, avec le début de l'application, que les choses se sont gâtées : certains patrons se plaignant de voir leurs impôts multipliés plusieurs fois, le gouvernement fi-

xait d'abord un plafond, et acceptait de financer le manque à gagner. Mais certains députés RPR faisaient de la surenchère : ce fut un beau tumulte, où l'autorité de Barre fut bafouée, et où Edgar Faure, le président de l'assemblée nationale, s'exclama du haut de la tribune : «J'en ai marre !»

Cette fois-ci, l'équilibre politique est devenu tellement délicat que le gouvernement et les groupes de la «majorité» ont préféré adopter une procédure moins «spontanée». Déjà, deux commissions, celle des lois et celle des finances, avaient demandé que le vote de la loi soit repoussé à une date lointaine, déposant à cet effet ce qu'on appelle «la question préalable». Le groupe parlementaire du PCF avait fait de même. Le groupe socialiste, de son côté, demandait que la question soit à nouveau renvoyée en commission.

Alors, le ministre responsable, Boulin, délégué à l'économie et aux finances, personnellement membre du RPR, s'est dépensé sans compter pour

des lois, et de revenir à nouveau en discussion dimanche prochain. «Pour des raisons purement techniques, il faut remanier», a affirmé Boulin. Mais en même temps, il confirmait que le maximum payé par les patrons serait de 170% de l'ancienne patente, et non de 190%, comme le gouvernement le proposait : cela fera un trou supplémentaire d'un milliard dans un budget que Barre voulait à toute force équilibrer.

éviter que la «majorité» donne une nouvelle fois le spectacle d'une foire d'empoigne. Il s'est multiplié dès le matin, dans une série de réunions avec les présidents de groupe de la majorité et le groupe RPR. Finalement, l'après-midi, à peine son rapport terminé devant l'assemblée, il demandait encore une suspension de séance.

A l'issue d'une nouvelle réunion, qui rassemblait cette fois-ci autour de lui les présidents des groupes

de la «majorité», et les présidents et rapporteurs des deux commissions concernées, il retirait le projet, pour permettre au gouvernement de le remanier encore une fois avant de le présenter la semaine prochaine. «Nous avons démontré que nous ne sommes pas au service de l'administration», déclarait alors Chirac, président des Républicains Indépendants à l'assemblée. Ne serait-ce pas plutôt le RPR qui a démontré qu'il n'est pas au service du gouvernement ?



Taxe professionnelle : Un débat difficile pour la «majorité». Déjà, l'automne dernier, Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, s'était écrié : «J'en ai marre !».

Barre a choisi le journal «Elle» pour affirmer sa détermination : «Le gouvernement ne laissera pas grignoter son autorité (...) On risque davantage de perdre les élections du fait du spectacle offert par la majorité que du fait des mesures économiques et financières». C'est ce matin que l'interview paraît. Hier, Barre a reculé devant les députés sur la question de la taxe professionnelle : un vrai gruyère, cette «autorité».

## QUAND LE PCF CONFORTE LES TROTSKISTES DE «ROUGE»

Événement politique ? Pour la première fois, hier, un responsable du PCF accordait une interview à un journal trotskiste. Bien entendu, si Paul Chomat, secrétaire fédéral de la Loire, a accepté de prendre la parole dans «Rouge», ce n'est pas seulement pour manifester l'esprit «d'ouverture» tant vanté depuis le 22<sup>e</sup> congrès. Les résultats obtenus par les listes «le pouvoir aux travailleurs» dans un certain nombre de villes lors des dernières élections n'y sont pas étrangers. A Saint-Etienne, justement, bien que cette liste n'ait obtenu que 3,2% des voix, les candidats du programme commun avaient donné la parole à un de ses représentants lors du meeting qu'ils avaient organisé entre les deux tours : pour cette mairie, les résultats du premier tour étaient particulièrement serrés.

Reste que le choix fait de s'adresser à «Rouge», non plus que les propos qui y sont tenus par Chomat, ne doivent rien au hasard. L'interview, en particulier, se conclut par la question suivante : «Si une organisation d'extrême-gauche acceptait de participer à un défilé dont les mots

d'ordre auraient été décidés en commun par toutes les forces parties prenantes, seriez-vous prêts à l'inclure dans les organisateurs ?» Réponse du dirigeant local du PCF : «Cela dépend de l'attitude de cette organisation. Si on passe son temps à critiquer les organisations syndicales et les partis de gauche, cela sera difficile».

Or, justement, l'alliance que la LCR a conclue avec l'autre organisation trotskiste, Lutte Ouvrière, et dans laquelle elles ont entraîné l'OCT, achoppe sur cette question. Lors des négociations pour la manifestation du 1<sup>er</sup> mai, la LCR avait particulièrement insisté pour que les mots d'ordre ne soient pas de nature à choquer les partis du programme commun. Le PCF vient confirmer dans son journal qu'il a apprécié cette attitude. Chomat ne précise-t-il pas : «L'unité d'action dépend de l'attitude des groupes qui sont, il faut le reconnaître, différents».

Pour corser l'affaire, Chomat a choisi «Rouge» pour régler certains comptes à l'intérieur même du PCF : questionné sur le 22<sup>e</sup> congrès, après les approbations d'usa-

ge, il ajoute : «Prends Joseph Sanguedolce, membre du comité central depuis plus de vingt ans, dirigeant de l'UD-CGT, «type stalinien», qui — la droite n'a pas manqué de faire campagne sur ce terrain — ou moi-même, «homme d'appareil», secrétaire fédéral : nos personnalités n'ont pas empêché le vaste ras-

semblement autour de la liste conduite par un communiste». Ceux qui, comme Ellenstein, essaient de mettre de côté la «vieille garde» à l'occasion du 22<sup>e</sup> congrès et de ses suites, auront certainement apprécié : celle-ci est prête à se défendre.

J.L.

## Silence, on négocie !

Defferre, dirigeant socialiste, était hier soir interviewé à la télévision. Naturellement, les journalistes (Républicains Indépendants) lui ont demandé ce qu'il pensait de la publication, ce matin, des comptes du programme commun, version PCF, dans «l'Humanité» : Marchais cherchait trop visiblement à mettre Mitterrand au pied du mur, à deux jours de son débat télévisé avec Barre. Mais Gaston n'a rien voulu dire : le seul qui puisse parler à ce sujet, a-t-il dit, c'est Mitterrand lui-même. Quant à lui, il s'est réfugié dans ce genre de banalités : «Les partis politiques ont chacun leur action. Regardez la majorité, ils se sont quasiment insultés. Nous, avant la rencontre, chacun peut présenter un certain nombre de documents. Nous nous irons d'accord». Peut-être, probablement même. Mais la petite opération du PCF ne facilitera pas les choses.

## Effondrement de la Bourse

Rien ne va plus sur le marché des valeurs mobilières, à la Bourse de Paris : la valeur des actions a encore baissé hier de 2,7% en une demi-heure. La veille, un effondrement presque semblable s'était déjà produit. Il suffit désormais d'un rien pour susciter ce genre de mouvement chez les professionnels de la finance : hier, il semble bien que ce soit la participation de FO à la journée intersyndicale qui ait été la cause de la baisse. De quoi faire peur à qui n'est pas tranquille...

En fait, personne ne cache que la cause des maux de la Bourse de Paris est essentiellement le climat politique. La dernière altercation, par organes de presse interposés, entre Giscard et Chirac ne fait pas bien augurer, en effet, des chances de la «majorité» : les financiers, désormais, ont les yeux braqués sur l'horizon 78, et sur ses suites imprévisibles : quel sera le rapport de forces entre PS et PCF s'ils parviennent au gouvernement ? Comment l'un et l'autre pourront-ils parvenir à maintenir les travailleurs, qui en viendront à remettre en cause leur politique ? Bien des soucis pour ces messieurs...

## Mitterrand : pour un PS mieux contrôlable !

François Mitterrand vient d'ajouter à la motion finale de la tendance majoritaire, un texte précisant que les fonctions gouvernementales devraient être incompatibles avec celles de membre du secrétariat national, et limitant à 20 % du nombre des membres des instances nationales du parti, la représentation parlementaire dans ces instances. D'autre part les signataires de la motion majoritaire proposent dans cette même motion, que se tienne une convention nationale, consacrée au problème du cumul des mandats.

Ces mesures, prises au moment où le CERES pose des problèmes à la tendance majoritaire, vont dans le sens d'un meilleur contrôle sur le parti socialiste. Mitterrand prépare déjà le futur gouvernement à dominante socialiste. Il est vraisemblable qu'un certain nombre de «remaniement» internes sont prévus.

## JJSS : «La volonté biologique de changement»

JJSS était hier l'invité de TF 1 à 13 h. Abordant divers sujets d'actualité, il se surpassa dans le domaine du ridicule.

Sur les prochaines élections, il explique scientifiquement les votes à «gauche» par cette superbe analyse : «les électeurs qui s'apprêtent à voter socialiste... le font par une volonté biologique, fondamentale !»

Continuant sur le même ton il estime pour sa part qu'il «serait concevable mais pas raisonnable» que ce soit Barre qui dirige la majorité. C'est Giscard qui «a le devoir de le faire».

Enfin, commentant le prochain Congrès Radical, il clame «je suis contre l'agressivité» en répondant à une question sur sa rivalité avec Edgar Faure : ce dernier représente, d'après JJSS : «... l'amalgame avec le RPR, une sorte de coalition, de magma... ce que je condamne comme étant l'assurance de la défaite».

## Equilibre

Debré parle beaucoup de politique étrangère, et il y prend des positions tranchées, dans le style «gaulliste traditionnel». Chirac a choisi Couve de Murville, ancien premier ministre et ministre des Affaires Étrangères de De Gaulle, pour s'occuper des relations internationales à la mairie de Paris. Quelle relation entre ces deux faits ? Tout simplement que, par là, Chirac a trouvé un contre-poids aux prises de position fracassantes de Debré.

On l'a vérifié lors d'une conférence de presse donnée par Couve devant la presse étrangère. Debré avait réclamé qu'un «protocole additionnel» soit rajouté au traité concernant l'élection du Parlement européen au suffrage universel. Couve a répondu : «Le texte rédigé à Bruxelles a fait l'objet d'un accord sans condition. Les partenaires de la France seraient donc fondés à repousser le projet de protocole de monsieur Debré». Couve a donc proposé que les restrictions aux compétences du Parlement européen figurent seulement dans une loi française... qui ne vaudra rien pour les autres membres de l'Europe !

# POLITIQUE

## NOUVELLE JOURNÉE D'ACTION LE 24 MAI

SUITE DE LA PAGE 1

Tous, dès aujourd'hui, préparent fébrilement l'après 78. Comment éviter lorsque la gauche sera au pouvoir, les «débordements irresponsables», les «revendications démagogiques et irréalisables», comme on dit dans les appareils syndicaux. Comment en un mot faire accepter aux travailleurs de continuer, sous une forme ou une autre, à payer la crise. Le rôle des directions des syndicats pour la réalisation de ces desseins est très important, voire déterminant. Les projets sont sensiblement différents, mais en tout cas, tous sont d'accord sur l'objectif. Il ne s'agit pas, alors qu'ils sont si près du but que les travailleurs avec leurs salaires de misère, leur chômage, leurs mauvaises conditions de vie et de travail ne viennent mettre du sable dans les rouages. Il faut donner le change et ne pas trop montrer qu'on attend 78. La journée de grève générale avant les congés est destinée à remplir cet office. FO y trouvera sans doute son compte. Les travailleurs certainement pas.

Gérard PRIVAT

## LES COMPTES DU PROGRAMME COMMUN

Le PCF continue son travail en vue de la réactualisation du programme commun. La revue «Economie et Politique», qui elle aussi change de formule, sort ces jours-ci avec des propositions chiffrées d'un calendrier d'application des mesures du programme commun, et dès hier «l'Humanité» publiait les comptes du programme commun mis à jour.

Cette publication n'est pas un hasard en ce début de semaine : demain soir, Mitterrand engage son débat télévisé avec Barre, et le 17, les leaders des partis de gauche se rencontrent. En présentant de manière voulue cohérente et chiffrée ses estimations, faite bien sûr à partir de ses propositions, le PCF met Mitterrand dans l'embarras : ou bien il lui faut ouvertement, face à Barre, désavouer certains chiffres publiés, ou bien il doit les prendre en compte et enregistrer de fait un certain recul du PS dans les négociations. En tout état de cause, ces comptes publiés aujourd'hui sont une épine dans le pied du PS.

Les chiffres présentés concernent l'amélioration du niveau de vie, les comptes des entreprises, les comptes de l'État et des collectivités locales, et enfin les estimations du PCF quant au retour du plein emploi. Fait significatif, le PCF ne publie rien sur le commerce extérieur, même s'il précise par ailleurs que sa politique permettra le retour à un équilibre du commerce extérieur. Il faut dire que les solutions timidement avancées ne sont pas très

convaincantes : il suffirait de réorienter notre commerce extérieur en direction des pays du Tiers-Monde alors qu'il dépend aujourd'hui pour une grande part des USA et de la RFA ! Par contre (et c'est une nouveauté), le PCF évoque, pour stopper la dette du commerce extérieur, «l'application éventuelle et provisoire de mesures de protection de certaines productions» : des mesures de protectionnisme donc.

De la même manière, les

prévisions concernant le retour au plein emploi, dans leur simplicité, font l'impasse sur une question cruciale pour la gauche au pouvoir : celle de la nécessaire restructuration de certains secteurs de l'économie. Cette restructuration, le PCF l'envisage très sérieusement dans la sidérurgie par exemple où il est prêt à supprimer les secteurs les moins rentables. De plus, les comptes des entreprises, toujours selon le PCF, se voient facilités par l'amélioration de la productivité. Qui dit productivité dit nécessaire restructuration ; or, le PCF se contente de calculer pour la période de 78 à 82 le nombre de chômeurs à qui il faudra fournir du travail, plus le nombre de nouvelles arrivées sur le marché de l'emploi, et il annonce la création d'emplois équivalents ! Que deviendront les travailleurs dont l'emploi aura été supprimé par les restructurations ?

Autre impasse de ces comptes : l'inflation. Pour le PCF, il s'agit dans un premier temps (3 ans) «de faire reculer l'inflation» et non pas de la supprimer. Pourtant, il calcule l'augmentation du au relève-

ment des salaires sur les mêmes bases pendant les trois années 78, 79 et 80. Alors, de deux choses l'une : ou bien les chiffres sont sous-évalués, et l'équilibre des comptes sera factice, ou bien les travailleurs verront leur pouvoir d'achat de 78 amputé par l'inflation pendant plusieurs années.

Les chiffres du PCF sont pourtant réalistes et détonnent assez nettement sur les précédentes déclarations. Le PCF développe sa politique d'alliance avec les cadres et les PME, mais nécessairement, pour trouver des recettes, il lui faudrait imposer à ses couches d'importants impôts et taxes. L'inflation continuera et devant l'impasse du commerce extérieur, le PCF ne semble pas trouver d'autres solutions que le protectionnisme.

Les comptes publiés hier ne seront certainement pas ceux du programme commun, et la renégociation aboutira à un compromis. Mais une chose est sûre : c'est bien une économie capitaliste qui continuera après 78 si la gauche accède au pouvoir.

Nicolas DUVALLOIS

## LUTTES OUVRIÈRES

Thionville

### LE RASSEMBLEMENT DU PCF, SAMEDI DERNIER : UN ÉCHEC !

1 500 personnes étaient présentes au «grand rassemblement» organisé par le PCF samedi à Thionville, au parc Wilson. Pourtant, des bus avaient été affrétés des quatre départements de la Lorraine, certains venant même du département du Nord. Depuis plus de quinze jours, affiches, tracts, communiqués s'étaient multipliés, Colpin, secrétaire du Comité Central, Ansart du Bureau Politique, député PCF du Nord, devaient prendre la parole... On ne peut pas dire que cette initiative ait attiré les travailleurs ! Alors que la municipalité est aux mains du PCF, que la lutte se développe à Usinor, que Thionville vient de connaître des puissantes manifestations, on peut mesurer l'échec de ce meeting.



Ansart à la tribune. Assis (au second plan) les «leaders» locaux méditatifs : de gauche à droite : Souffrin, Colpin, Buchmann, etc.

Après avoir vainement tenté de lancer un débat sur la jeunesse, le PCF débuta le meeting : Souffrin, nouveau maire révisionniste de Thionville, devant une brochette d'une vingtaine d'élus de la région, déclara : «Face à la plus grande opération de gâchis économique et humain, il faut que cela change, il faut renforcer les rangs du Parti. Ce meeting est une étape importante dans la lutte pour que vive la Lorraine.»

Ansart, pour sa part, mesura «le chemin parcouru depuis 25 ans, par les travailleurs et qui donne l'espoir d'être au pouvoir

l'an prochain» ; quant à Colpin, il aura la tâche de faire passer la solution miracle de la nationalisation ; il insista sur la «remarquable efficacité dont font preuve les entreprises déjà nationalisées bien qu'elles soient exploitées par le pouvoir». Les mineurs du Bassin de Lorraine ont pu apprécier... !

De toute façon, «nationaliser c'est bon pour l'indépendance nationale». Puis Colpin «regretta» l'attitude du Parti socialiste qui «es-

quive» la question de la nationalisation de la sidérurgie. Il faut dire que la fédération Moselle du Parti socialiste qui, il y a encore peu de temps, réclamait cette nationalisation, vient de faire volte-face, ce qui ne va pas sans accrochage dans les municipalités de l'union de la gauche de la région. Toutes ces interventions des ténors du PCF n'ont pas réussi à interrompre les conversations des militants qui ne se taisaient que pour applaudir poliment la fin des prestations des leaders.

Pour le PCF, ce rassemblement devait à tout prix être une réussite, car de jour en jour, il n'est pas facile d'appeler à la lutte en faisant tout pour qu'elle n'éclate pas, et il faut tenir jusqu'en 78 ! Depuis des semaines, le PCF n'est pas avare de motions, d'envois de télégrammes, de délégations, élus en tête. Mais à l'heure où l'idée d'occupation, l'esprit d'offensive progresse chez les sidérurgistes, cela devient un peu insuffisant !

Correspondant Thionville

Fonderie le Pas et Brisou  
(Côtes du Nord)

### Rentabilité pour les patrons LICENCIEMENTS A SERVON ET HAUSSES DES CADENCES

Les Fonderies Le Pas et Brisou produisent pour la marine, les travaux publics et les ponts et chaussées. Au Pas, dans les Côtes du Nord, les cadences augmentent, la modernisation de l'outillage étant prétexte à un accroissement de la productivité tandis qu'à Guingamp, on ne travaille que 24 heures par semaine et à Servon (180 travailleurs dont 150 OS et OP) la liste des 53 licenciés est arrivée. Ce sont ceux que les patrons ont jugé absents trop souvent, les derniers embauchés, les travailleurs immigrés (sur 11 dans l'usine 7 sont licenciés). Ce sont également ceux qui habitent

qu'on faisait pendant 8 heures, on le fait en 6 heures (ou demi) et on n'assure pas toutes les commandes : celles de Burel et Ribouleau sont faites ailleurs. Depuis 1913 que l'usine de Servon existe, rien n'a changé : le matériel est toujours le même, aucune réparation n'est faite et l'installation électrique en aurait besoin, aucun investissement pour l'amélioration des conditions de travail. Une des questions dans l'usine : «Il y a du boulot, pourquoi on licencie, ne va-t-on pas fermer en septembre ?»

Le mépris des patrons va jusqu'à dire qu'ils proposent des reclassements : c'est ainsi que ceux qui ont déjà quitté Servon assurent un travail totalement différent et certains mêmes sont embauchés sous contrat à durée limitée (3 mois de boulot et après...) Il y aurait soi-disant un déficit à Servon depuis un an qui va en s'aggravant. Avec les réductions d'horaires à 32 heures, les salaires sont loin d'atteindre 2 000 F ; la production est pourtant la même (le boulot

ici, le patron, pour faire passer son plan de crise entretient la division : la division entre les ateliers, suivant les différentes branches de production ; la division entre licenciés et non licenciés, entre français et immigrés.

Le 14 avril, ils étaient plus de 100 à monter à Rennes pour manifester jusqu'à l'Union patronale et la préfecture. Aujourd'hui, il s'agit de s'unifier pour la lutte, pour l'occupation s'il le faut. Élargir cette unité aux usines de Guingamp et du Pas ne pourrait qu'affaiblir la politique patronale !

# LUTTES OUVRIÈRES

Sotteville - les - Rouen

## LES FLICS FONT ÉVACUER LES GRÉVISTES DE BERTEL

Mardi à 6 h, des forces importantes de police encerclaient l'entreprise de filature Bertel dont les locaux étaient occupés par les travailleurs depuis le 13 avril.

Immédiatement, une dizaine de cars prenaient position dans les rues avoisinantes interdisant toute circulation et attroupement.

Cette lutte engagée depuis le mois de mai pour l'aboutissement du cahier revendicatif a connu de nombreux déboires, surtout avec l'attaque du piquet de grève par un commando de cadres armés, blessant un travailleur. Malgré les manœuvres de la direction pour briser l'unité, en faisant traire devant le tribunal de Rouen des travailleurs pour «occupation illégale», et exiger des dommages et intérêts évalués à 15 millions de francs. Le moral reste bon et les occupants sont toujours décidés à aller jusqu'au bout.



Une manifestation des travailleurs de Bertel au cours de la grève.

Gervais - Danone Marseille

## BEULLAC A FRAPPÉ !

Les 140 travailleurs de Gervais-Danone ont fait une journée de grève le mercredi 4 mai, pour protester contre l'éventuelle fermeture de l'entreprise (cf QdP du samedi 7 mai). Maintenant, les travailleurs ont reçu la réponse définitive. En effet, la direction de la main-d'œuvre a annoncé lundi soir :

«M. Christian Beullac, ministre du travail a autorisé la fermeture de l'usine Gervais-Danone de Marseille et le licenciement de ses 140 employés».

Pour protester contre cette fermeture, pour sa part, l'Union départementale CFDT nous a fait parvenir le communiqué suivant :

**«NON AUX LICENCIEMENTS À GERVAIS-DANONE SOLIDARITÉ ET ACTION DE TOUS LES TRAVAILLEURS»**

«Au moment même où le pouvoir proclame sa volonté d'améliorer la situation de l'emploi, le ministre du travail, M. Beullac, vient d'autoriser 140 licenciements à l'usine Gervais-Danone. L'Union départementale CFDT dénonce vigoureusement cette nouvelle et grave atteinte au droit du travail. Cette mesure anti-sociale s'ajoute aux 300 licenciements annoncés à l'usine Eternit de Port-de-Bouc, aux réductions massives d'effectifs prévus dans la répara-

tion navale (chez Terrin) et à une dégradation générale et continue de la situation de l'emploi dans les Bouches-du-Rhône.

L'Union départementale CFDT apporte son soutien le plus total aux travailleurs qui luttent pour leur emploi. Elle prendra avec ses syndicats, avec ses Unions locales, des initiatives d'action visant à mettre en échec la politique de Giscard-Barre et Ceyrac».

Union départementale CFDT le 10 mai 1977

Angers : Meray - Brisseau

## LES TRAVAILLEURS ENTAMENT LEUR 3<sup>e</sup> SEMAINE DE GREVE

Meray-Brisseau est une entreprise de peinture qui emploie environ 170 personnes. Depuis quinze jours, 70% des travailleurs sont en grève et demandent un salaire pour vivre décemment. Combien gagne un salarié de chez Meray-Brisseau ? A peine 2 000 F par

mois ; certains même après 25 ans de travail, ne touchent que 1 700 F par mois. Comment vivre avec un salaire de misère pendant que le patron s'enrichit. Ce profiteur qu'est Meray-Brisseau se retranche derrière le plan Barre. Non, les travailleurs de Meray-Brisseau ne

Régions parisiennes : PTT

## GREVES RECONDUCTIBLES A PARTIR D'AUJOURD'HUI

C'est à partir de ce matin à 0 h qu'une série de grèves reconductibles pour une durée indéterminée a été décidée dans un certain nombre de centres de Paris et sa région. Ces grèves paralysent en premier lieu quatre centres de tri automatiques en banlieue : Meaux, Melun, Issy, Créteil... Le même mouvement affectera également tout ou partie des grands centres de tri dans l'enceinte de Paris, ainsi que certains bureaux centraux d'arrondissement. Et c'est vrai que devant la carence dramatique d'effectifs, l'intensification et la dégradation accélérée des condi-

tions de travail, la mise en coupe réglée du pouvoir d'achat par le plan Barre, la colère monte chez les postiers ; une colère qui s'exprime dans des actions incisives et déterminées. Hier, la grève des employés du centre du Landy (Saint-Denis) s'est poursuivie et c'est d'autre part, la quasi-totalité des mille employés du Bureau du XVII<sup>e</sup> arrondissement qui ont décidé la grève illimitée sans attendre le signal prévu par les fédérations syndicales pour le mouvement qui s'est engagé ce matin à la première heure.

Dunkerque : Société Métallique de Provence

## CONTRE LES SANCTIONS ANTI-SYNDICALES

Un délégué avait déjà eu trois jours de mise à pied avec menace de licenciement au mois de février. La section CFDT est toute neuve et sera renfor-

cée suite à la grève victorieuse de quinze jours des soudeurs en octobre 76. Aujourd'hui, le patron veut abattre cette section et a encore mis le délégué à pied trois jours pour discussion avec les ouvriers pendant le temps de casse-croûte, et être venu à l'usine en dehors de ses heures de travail sans bon de délégation. Mais, cette fois, la riposte des ouvriers a été très claire ; depuis lundi, ils débrayent à 90% pour l'annulation de la sanction et des revendications de salaires. Bien sûr, le patron, plan-Barre oblige, refuse, mais les ouvriers de la SMP ne s'en laisseront pas conter.

Correspondant Angers

Correspondant Dunkerque

## Victoire chez Bally : 8 % d'augmentation

Les 232 ouvriers et ouvrières de l'entreprise Bally (fabrique de chaussures) à Chambéry, en Savoie, viennent d'achever une grève de plus d'un mois et demi. Ils reprennent le travail après avoir obtenu une augmentation de salaire supérieure au plan Barre : 8 % pour cette année.

## Massey Ferguson : Les heures de délégation supprimées !

Quelques jours après la grève, le PDG, de l'entreprise Massey Ferguson (du nom de Poniatowski !) entend frapper les travailleurs.

Trois militants syndicaux viennent d'être mis à pied, accusés d'avoir été trop actifs durant la grève.

De plus, un certain nombre d'avantages tendent à être remis en cause : l'arrêt pour le casse-croûte est supprimé les réunions et rassemblements de plus de trois personnes sont désormais interdits. Les déplacements des délégués dans le cadre des heures de délégation sont interdits ! Plus généralement, tous les déplacements sont surveillés. Voilà qui n'est pas sans rappeler la répression qui sévit actuellement à la Général Motors, où les travailleurs étaient eux aussi en grève, il y a quelques temps. Voilà qui demande la plus énergique riposte !

## Languedoc : grèves en série

Une série de grèves se déroule actuellement dans la région du Languedoc. Les 800 travailleurs de la société «Les courriers du Midi» (société d'autocars) entament leur troisième jour de grève, refusant le blocage des salaires. A Béziers, ce sont les ouvriers de trois entreprises qui ont arrêté le travail : ceux de l'AOIP (appareils électroniques de mesure), ceux du magasin Mammouth depuis vendredi dernier et ceux des biscuiteries UNIC.

Toujours sur la question des salaires, les 500 travailleurs de la raffinerie Mobil (Hérault) sont en grève totale depuis avant hier. Dans le même département, à Marseillan, les 40 ouvriers de Noilly Prat (Martini) ont eux aussi cessé tout travail. Enfin, la grève avec occupation des ouvriers de Cameron Iron Works continue.

## Mammouth (Var) : le tribunal refuse l'expulsion

La troisième semaine de grève débute aujourd'hui pour les employés et employées du magasin Mammouth à la Seyne, dans le Var. Rappelons que celle-ci vise à obtenir une augmentation des salaires. La direction du magasin, selon un scénario bien connu désormais, traduisait les grévistes, devant le tribunal des référés il y a quelques jours.

Les employés ont fait clairement savoir qu'ils étaient déterminés à tenir jusqu'au bout. De plus, il est clair que cette grève rencontre un soutien grandissant. Voilà qui a fait réfléchir le tribunal qui a été contraint de refuser l'expulsion. Fort de ce premier succès, la lutte continue. La solidarité se développe : 4 millions de francs viennent d'être récoltés au niveau des entreprises du département.

TÉLÉPHONEZ



AU QUOTIDIEN

636.73.76.

DE 13 h À 18 h

# INFORMATIONS GÉNÉRALES

A Vitry

## Grève au lycée technique-CET Chérioux

Pour la sécurité dans les ateliers

Vendredi 6 mai, un élève du CET de Chérioux a été blessé (plusieurs côtes fêlées) au cours d'une manifestation, par la chute de lourds panneaux de bois. Ces panneaux étaient entreposés contre les murs dans les couloirs des ateliers, faute de crédits pour installer un local de stockage conforme aux normes de sécurité.

Au lycée CET-Chérioux, l'exiguïté et la vétusté des locaux des ateliers (menuiserie, mécanique ou bâtiment) et le manque de crédits nécessaires à la construction de nouveaux locaux, font courir des risques graves aux élèves et aux enseignants : par manque de place on stocke des barres de fer sur... les armoires des vestiaires, des ateliers dont la surface permet d'accueillir une quinzaine d'élèves en recevoient 30 ou plus...

Les enseignants et les élèves ont débrayé aussitôt

vendredi. Lundi, la grève continuait pour accompagner les délégations au rectorat et à la préfecture pour exiger la venue de la Commission départementale de sécurité dans les plus brefs délais, afin d'obtenir les modifications nécessaires à la sécurité dans les ateliers. Et ce n'est que mardi, après deux jours de grève que le préfet a enfin communiqué la date de venue de la commission au lycée... le 24 mai, le jour de la grève nationale !

Ce genre de désinvolture montre le grand cas qui est fait de la sécurité des élèves de la part du ministère !

En attendant, les enseignants et les sections syndicales CGT-CFDT-SNES vont établir un « cahier noir » des ateliers de Chérioux pour préparer la venue de la commission, ainsi qu'une journée portes ouvertes sur la sécurité dans les ateliers.

Corr.

A Quimper

## MARÉE NOIRE DANS LES PUITES

Ou les idées lumineuses d'un secrétaire d'Etat

Quimper est l'une des rares villes de plus de 30 000 habitants conquises par la droite sur la gauche. Pour récompense de cet exploit, le nouveau maire, Marc Bécam, chiraquien de choc a reçu le secrétaire d'Etat aux collectivités locales. Réputé à Quimper pour être un homme plutôt modeste et arrangeant, il a depuis sa promotion révélé son véritable visage de petit despote incompétent. L'affaire qui agite tout Quimper en ce moment est une résurgence du pétrole du Boehlen. Comment des côtes de l'île de Sein, la marée noire a-t-elle pu venir polluer certains puits de Quimper ?

Il a fallu, pour arriver à cela, une rare somme de bêtise, de mépris des intérêts locaux de la population et d'autoritarisme. M. Bécam réunit toutes ces tares. Le pétrole retiré du Boehlen n'est guère utilisable, il faut le détruire, pour cela, il existe de nombreuses solutions plus ou moins satisfaisantes, c'est la plus stupide et la plus dangereuse qui a été choisie : l'enfouissement. Le préfet qui connaît ses hommes, a demandé au maire de Quimper de s'en charger. A ce stade, il aurait encore été possible de

limiter les dégâts mais M. Bécam n'est pas un modéré, 40 tonnes de pétrole enfouies au petit jour.

Au lieu d'enterrer le pétrole dans un lieu imperméable, de consulter des spécialistes qui l'auraient peut-être dissuadé d'une telle opération, il a agi sans demander d'avis et à la sauvette. Quand on s'appelle Marc Bécam, qu'on est secrétaire d'Etat aux collectivités locales, on ne tergiverse pas, on fonce et le résultat est à la hauteur du personnage.

Marée noire sur l'île de Sein à la suite du naufrage du Boehlen



## Attentat contre le local de «Place des Fêtes Avenir»

Lundi à 15 h 30, un attentat était commis contre le local de «Place des Fêtes Avenir» et de plusieurs autres associations : boutique de droit, groupe femmes du 19<sup>e</sup>, comité d'action des prisonniers, crèches «sauvages»... Le local était gravement incendié. La SACI, la société immobilière qui avait abandonné cet immeuble tant que la rénovation du quartier n'était pas entamée, a décidé à la suite de cela de le détruire dans huit jours.

Pour empêcher cette destruction, les associations qui se réunissent dans cet immeuble appellent à une très large mobilisation les habitants du quartier, une fête aura lieu samedi.

«Place des Fêtes Avenir», métro Place des Fêtes  
46 rue des Près St Gervais Paris 19<sup>e</sup>

## MARÉES NOIRES EN PERSPECTIVE

Au large de la Finlande, un cargo japonais s'est échoué, une nappe de fuel s'échappe de ses soutes et se dirige vers les villes de la côte sud-finlandaise, Kotka et Hamina.

Un pétrolier grec transportant 115 000 tonnes de pétrole s'est échoué lundi matin dans la baie de Wilhelmshaven en RFA, des fuites de mazout se sont déjà produites.

Le 30 avril dans la nuit, le maire fait creuser une fosse dans une ferme appartenant à la commune, mais exploitée par un paysan, la ferme de Kerhuella, et y fait vider le contenu de trois camions remplis de sacs de pétrole qu'il fait recouvrir de terre immédiatement. Il pense que s'agissant d'une terre communale, il n'y aura pas de protestations, et pour éviter les contestations, tout est terminé au lever du jour. Bécam, d'après ses rapides estimations pense qu'il s'agit d'une terre glaiseuse, et que tout risque de pollution est écarté. Mais alors que les quarante tonnes de mazout viennent d'être enfouies, les habitants du quartier voient les trois camions repartir à six heures du matin. Les habitants n'ont pas apprécié ces méthodes.

## L'EAU A LE GOÛT DE MAZOUT

Il avait plu dans la nuit

vient pas jusque là. Lundi matin, plusieurs habitants ont remarqué des traces brillantes à la surface de l'eau. L'eau a un goût indéniable de pétrole. La mairie se défend aussi stupidement qu'elle a agi en prétendant qu'il s'agirait d'une plaisanterie.

Une analyse a été faite, les résultats devaient être connus hier. Les pompiers ont vidé de l'eau du puits de la ferme où a été enterré le mazout, un des premiers puits pollués et ont prélevé de l'eau au fond.

## LE QUARTIER DE TOULVEN PRIVÉ D'EAU

Mais le résultat ne fait aucun doute : il s'agit bien du pétrole «crude» du Boehlen. Le problème est grave car il sera très difficile de pomper ce pétrole maintenant qu'il s'est infiltré dans ce terrain sablonneux et non glaiseux, comme le croyait Bécam. Il est à craindre que toute cette zone, dans un rayon d'environ 250 mètres autour de la fosse, soit polluée pour longtemps, sans qu'on puisse y faire quoique ce soit. Les habitants vont donc manquer d'eau et il faudra trouver un moyen d'assurer leur alimentation. Verra-t-on des camions citernes de la municipalité apporter de l'eau dans le quartier de Toulven ? Il semble bien que ce soit la seule solution.

## LA TROISIEME AFFAIRE D'ENVIRONNEMENT

C'est la troisième affaire d'environnement à Quimper, la troisième dans laquelle Bécam est impliqué.

La première avait trait à l'extension d'une petite entreprise de transports qui s'est déroulée de façon illégale, grâce à l'appui de Bécam, député de la circonscription. L'affaire a été portée devant le tribunal administratif, le jugement sera rendu aujourd'hui.

La seconde concerne l'élargissement d'une route bordée d'arbres centenaires, la précédente municipalité avait promis que les arbres ne seraient pas détruits. Or, il y a quelques jours, un matin, on s'est rendu compte que tous les arbres avaient été coupés.

Et maintenant, cette affaire de pollution par le pétrole du Boehlen. De nombreux habitants de Quimper dont certains ont voté Bécam sont déjà exaspérés par leur nouveau maire chez qui ils ne soupçonnaient pas un tel degré d'autoritarisme borné.

Serge LIVET

## Le ministre de l'éducation surveillée continue

Haby persiste. Il menace maintenant de supprimer certains cours qui lui déplairaient. Il a pris pour exemple les cours d'histoire où le point de vue exprimé ne serait pas conforme avec l'idéologie «laïque». Exemple significatif, l'histoire telle qu'elle est présentée dans les manuels scolaires est à la gloire des «grands hommes», despotes et exploités de toutes les époques ; présenter l'histoire sous l'angle de la lutte du peuple contre l'exploitation serait un motif d'interdiction.

## Naussac : les paysans veulent occuper

«Nous avons épuisé tous les recours, il ne nous reste plus qu'à nous opposer physiquement à la poursuite des travaux. Nous occuperons donc le terrain dans les jours à venir». Le président du comité de défense de la vallée de Naussac a indiqué que des actions illégales ne tarderaient pas à être entreprises contre la construction du barrage.

Le projet du barrage de Naussac vise à créer une réserve d'eau d'environ 190 millions de mètres cubes. Il est destiné à assurer un cours plus régulier à la Loire, en prévision... des centrales nucléaires qui doivent être implantées sur les rives du fleuve.

Les paysans de la vallée de Naussac s'opposent à ce projet qui va noyer 1 200 hectares des meilleures terres agricoles de Lozère, alors qu'il serait possible de faire plusieurs petits barrages sur d'autres points de la Loire et de l'Allier sans conséquences graves.

Les paysans de Naussac ont également écrit à l'ancien député RI, Jacques Blanc, secrétaire d'Etat à l'Agriculture, chargé de mission sur le tourisme rural, pour exiger sa médiation.

## Communiqué

Les étudiants de médecine en grève (Necker, Broussais, Lariboisière, Cochin, Bichat) pour une meilleure formation médicale et la juste rémunération de la fonction de stagiaire appellent à la continuation de la grève à tous les CHU de Paris et de province, et à une manifestation le 16 mai à Paris à 15 h, de la faculté des Saints Pères en direction du ministère de la Santé. Ils appellent de plus à un rassemblement le soir même au MEDEC Porte Maillot.

Sommet de l'OTAN

# DISCUSSIONS INTERNES ET PRÉPARATIFS DE GUERRE

Le sommet de l'OTAN qui se tient à Londres mardi et mercredi réunit pour la première fois Carter aux pays du pacte atlantique. Le pacte de l'OTAN signé en 1949 mettait à la disposition des États Unis les forces militaires et les territoires des pays européens, en vue de préparer une agression contre les pays socialistes d'Europe de l'Est.

Aujourd'hui l'URSS a dégénéré en nouvel impérialisme, et entretient à des fins agressives de puissantes armées aux portes mêmes de l'Europe de l'Ouest.

Le social impérialisme s'était manifesté pour la première fois en 1968 en Tchécoslovaquie. Depuis la venue au pouvoir de Brejnev, les armements conventionnels et l'entraînement des troupes s'étaient renforcés. La flotte était créée en Baltique et en Méditerranée.

Parallèlement à cela, l'autre super puissance renforçait son dispositif. La Charte de 1974 assurait à nouveau aux États Unis officiellement le contrôle des opérations

militaires d'ensemble en Europe. À partir de là, les États Unis ont essayé de régler à leur avantage toute une série de questions : ils ont emporté le marché dit du siècle des avions européens, à coup de pots de vin et de promesses d'emplois qu'ils n'appliquent plus aujourd'hui ; ils cherchent à mettre hors circuit le char allemand léopard pour l'équipement standardisé des forces en Europe, pour imposer le leur ; ils cherchent à imposer leur système de radar volant très coûteux aux pays européens qui refusent de financer le projet. D'autre part depuis plusieurs années, ils cherchent à contraindre les pays européens à payer pour l'entretenir des troupes américaines basées sur leur sol. Sur ce point comme sur «la standardisation des armements» telle qu'ils entendent l'appliquer ils se heurtent à l'Allemagne le plus souvent, avant tout parce que c'est elle qui entretient le plus de troupes US sur son sol, et parce que ses matériels militaires sont concurrencés par les Américains. Des contradictions aiguës opposent également US et français dans le domaine des fournitures d'armes.

Mais cela ne remet pas en cause fondamentalement la cohésion de l'OTAN et ses préparatifs de guerre. Les manœuvres les plus spectaculaires ont eu lieu l'été dernier en Europe du Nord pour faire pièce aux grandes manœuvres soviétiques. En 1975, les manœuvres soviétiques OCEAN avaient montré comment le social-impérialisme d'URSS développe sa flotte au Nord et au Sud, les deux flottes avaient fait leur jonction dans l'Atlantique après avoir enveloppé l'Europe. Les manœuvres Teamwork de l'OTAN de septembre 76 avaient mis en mouvement 250 000 hommes, 400 avions, 1 500 bateaux qui avaient débarqué en Norvège. C'était les plus grandes manœuvres jamais réalisées.

C'est sur cet arrière fond de préparatifs de guerre entre les deux superpuissances sur le sol européen qu'ont été menées les discussions de Carter avec les pays membres de l'OTAN et que les problèmes internes de l'OTAN ont été débattus.

G.C.

Dans tous les pays, les États-Unis disposent de bases militaires importantes, notamment en Allemagne où ils ont près de 300 000 hommes et la totalité de leurs missiles nucléaires tactiques, en Italie où ils disposent d'importantes bases navales pour la flotte de Méditerranée, depuis la fermeture du port du Pirée en Grèce, et en Turquie d'importantes infrastructures

sont en place et menacées par les suites du conflit gréco-turc, chacun des deux pays disant quitter l'OTAN si les USA soutiennent l'autre pays. La Turquie abrite 25 bases. Le commandement de l'OTAN se trouve à Bruxelles (Belgique) depuis 1966.

La France est également membre de l'OTAN. Mais en 1966, de Gaulle quittait le

système militaire intégré. Cela avait pour résultat que les bases US en France étaient fermées, le commandement de l'OTAN transféré à Bruxelles. Mais la France continue de participer au Conseil politique de l'Alliance, la plus haute institution de l'organisation. Les liens restent multiples entre l'OTAN et l'armée française. En 1974, le gouvernement français

fixe les nouveaux rapports entre l'Europe et les USA dans la défense de l'Europe.

L'Espagne n'est pas membre de l'OTAN, mais joue un rôle important dans le système américain en Europe notamment parce que les bombardiers nucléaires ont leur base, ainsi que les sous-marins. Les USA souhaitent qu'elle participe rapidement à l'OTAN.

discussions du sommet de l'OTAN

## Pays membres de l'OTAN : Un puissant potentiel dans le contrôle us

EUROPE DU NORD	EUROPE DU SUD
GRANDE BRETAGNE	ITALIE PORTUGAL
ALLEMAGNE BELGIQUE	GRÈCE TURQUIE
PAYS BAS LUXEMBOURG	<b>AMÉRIQUE DU NORD</b>
DANEMARK NORVÈGE	CANADA ÉTATS UNIS
ISLANDE	

## Texte du traité de l'Atlantique Nord (1949)

Les parties conviennent qu'une attaque armée contre l'une ou plusieurs d'entre elles survenant en Europe ou en Amérique du Nord sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties, et en conséquence elles conviennent que, si une telle attaque se produit, chacune d'elles, (...) assistera la partie ou les parties ainsi attaquées en prenant aussitôt, individuellement et d'accord avec les autres parties, telle action qu'elle jugera nécessaire, y compris l'emploi de la force armée, pour rétablir et assurer la sécurité dans la région de l'Atlantique Nord.

## Déclaration sur les relations atlantiques (1974)

Ils constatent que les données de leur défense commune se sont trouvées profondément modifiées au cours des dix dernières années : les rapports stratégiques entre les États Unis et l'Union Soviétique ont atteint une situation de quasi-équilibre.

Tous les membres de l'Alliance s'accordent à penser que la présence continue de forces canadiennes et de forces substantielles américaines en Europe joue un rôle irremplaçable pour la propre défense de l'Amérique du Nord aussi bien que pour celle de l'Europe. De manière analogue, les forces substantielles des alliés européens servent à défendre l'Europe de même que l'Amérique du Nord.

## PHILIPPINES : AFFRONTEMENT DE L'ARMÉE GOUVERNEMENTALE AVEC LA GUERILLA

Trois soldats philippins ont été tués et plusieurs autres blessés au cours d'un affrontement armé avec un groupe de guerilleros de la «Nouvelle Armée du Peuple» à cinq kilomètres de la base aérienne américaine de Clark



Chars US pendant les manœuvres Teamwork



Les chars soviétiques en manœuvre

## La doctrine Carter

Carter a terminé son voyage en Europe, en prononçant un discours devant les chefs d'Etat et de gouvernement réunis au sommet de l'OTAN.

En mettant l'accent sur la coopération avec l'URSS qui doit selon lui l'emporter sur la compétition, Carter a donné une image rassurante qui masque à la fois la permanence de l'effort de guerre soviétique et la politique suivie par les États-Unis en Europe.

C'est de la part de l'impérialisme US une attitude

défensive, qui cherche à éviter la confrontation directe, avec le social-impérialisme.

Si Carter tranche dans le débat qui se déroule aux USA entre les tenants d'une politique de force et les tenants d'une politique qui évite d'indisposer l'URSS, il n'en prévoit pas moins un renforcement du potentiel militaire américain en Europe, mais d'abord en mettant à contribution les pays européens.

## Extraits du discours de Carter

Carter a énoncé les grands axes de sa politique atlantique. Selon lui, entre la «compétition» et la «coopération», la coopération doit l'emporter.

«Notre vision humaine nous conduit à chercher une large coopération avec les États communistes... Notre sens de l'histoire nous apprend que l'URSS et nous-mêmes continueront d'être en compétition. Cependant, si nous savons bien mener cette double relation nous pouvons espérer qu'un jour la coopération l'emportera sur la compétition».

### SUR BELGRADE

Parlant de la réunion qui doit se tenir en juin prochain pour examiner les résultats de l'application des accords d'Helsinki, il donne un exemple de «coopération» en niant le fait que ces accords ont été un chiffon de papier qui a servi à masquer le développement des préparatifs de guerre des deux superpuissances.

«Nous voulons faire un constat soigneux des progrès de tous les pays dans la mise en œuvre de toutes les parties de l'acte final de la conférence d'Helsinki. Nous irons à cette rencontre

dans un esprit de coopération et non de confrontation».

### SUR LE POTENTIEL MILITAIRE EN EUROPE

Si les États-Unis se contentent de maintenir leurs forces, ils demandent aux pays européens de supporter une plus grosse part de l'effort militaire. Celui-ci sera orienté selon le vœu de Carter, vers le renforcement des forces conventionnelles, confirmant le projet de faire de l'Europe le terrain d'une guerre qui se déroulerait pour une part importante avec des armes de ce type.

«Nous maintiendrons une force de dissuasion stratégique efficace, nous garderons des forces nucléaires tactiques et diverses en Europe et nous améliorerons nos forces conventionnelles basées ici».

Les alliés «doivent en particulier renforcer leurs forces conventionnelles».

J'espère que nos ministres de la défense qui se rencontreront le mois prochain commenceront à mettre en œuvre un programme de défense à long terme pour renforcer les moyens de dissuasion et de défense de l'alliance atlantique dans les années 80».

# INTERNATIONAL

## revues des peuples du monde

### GADELOUPE : ESSOR DES LUTTES POPULAIRES

«Le patriote guadeloupéen» journal de l'Association Générale des Étudiants guadeloupéens consacre tout son dernier numéro aux luttes qui cette année encore ont éclaté dans le secteur de la canne avant d'entraîner les autres couches du peuple. Dans son éditorial, le Patriote guadeloupéen explique la place importante tenue par le secteur de la canne à sucre dans le développement de la lutte anti-coloniale. «Le secteur de la canne a toujours occupé la place la plus importante dans l'économie du pays... A partir de 1970... les ouvriers et les paysans... prennent en mains leur destinée et créent les premiers syndicats de lutte de classe en Guadeloupe... La grande misère des populations paysannes... la faiblesse des organisations syndicales, réformistes (notamment la LGTG) dans ce secteur... les travailleurs de la canne possèdent une grande tradition de lutte et c'est à la campagne que la résistance à l'oppression idéologique du colonialisme français est la plus forte»...

### MARTINIQUE : UN MAUVAIS COUP PRÉPARÉ PAR LA GRANDE BOURGEOISIE

«La voix du peuple» journal patriotique Martiniquais souligne une tendance apparue chez les «békés» (la bourgeoisie coloniale de Martinique. Selon certains indices «les capitalistes locaux se préparent à la dissidence vis-à-vis de la France pour se placer sous la protection des impérialistes allemands et des USA». C'est ainsi que les principaux dirigeants de la Jeune Chambre Économique, ainsi que les jeunes cadres de la Chambre d'Agriculture et du Crédit Lyonnais s'organisent à l'écart de l'administration, lancent des compagnies «consommer local», demandant la création de certains organismes à la Martinique (chèques postaux). Certains parlent d'indépendance. Selon «La voix du peuple» deux facteurs jouent dans cette affaire : «L'État français sera de plus en plus affaibli et dans ces conditions la grande bourgeoisie locale a de moins en moins confiance dans cette France incapable de lui garantir ses privilèges commerciaux... La bourgeoisie locale sent parfaitement la pression de plus en plus nationaliste du peuple martiniquais en même temps que son rempart, l'État français s'affaiblit».

Ce numéro de «La voix du Peuple» est le dernier, il est remplacé par «Matinik» qui se fixe comme but «d'organiser en un fleuve puissant une série de ruisseaux indépendantistes, dogmatiquement isolés». La tâche paraît d'autant plus urgente à «Matinik» qu'un courant indépendantiste s'est affirmé au cours des élections municipales à la suite de la campagne de Marie Jeanne, le seul candidat indépendantiste ayant fait campagne sur ce mot d'ordre. Il fut élu largement face aux partis coloniaux de droite.

### URUGUAY : L'HISTOIRE DU SYNDICAT CNT

Le dernier numéro d'«Uruguay informations» publie une histoire du syndicalisme en Uruguay. Le syndicalisme est apparu dans ce pays dès 1870. La création de la CNT en 1964 coïncidera avec le développement de luttes ouvrières en Uruguay et l'apparition d'organisations révolutionnaires dans le pays. L'unification de la CNT liquidera la profonde division syndicale, née dans la période de la guerre froide. Son programme sera celui du «Congrès du Peuple» de 1965 qui avait réuni 1376 délégués de 707 organisations ouvrières et populaires. Dès le coup d'État de 1973, la CNT sera dissoute, les militants syndicaux pourchassés. Mais celle-ci puissamment liée aux masses «fait toujours peur» aux fascistes qui «interdisent aux ex-membres de la CNT de participer aux organes de collaboration de classe qu'ils mettent en place».

### MOZAMBIQUE : NOTRE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT

Le comité d'information sur le Mozambique publie la résolution du CC du FRELIMO de février 1976 qui donne les fondements de la création des villages communautaires.

«Nous devons toujours prendre en considération le fait que les objectifs politiques que nous nous proposons d'atteindre sont intimement liés à la réalité physique au sein de laquelle ils vont être matérialisés».

«Bien que nous soyons un Pays où les ressources agricoles, abondent, nous sommes forcés d'importer des produits agricoles et l'écrasante majorité des masses paysannes vit dans une misère atroce, privée des principales conquêtes de l'humanité. Cette situation concrète a déterminé notre stratégie de développement : le village Communautaire».

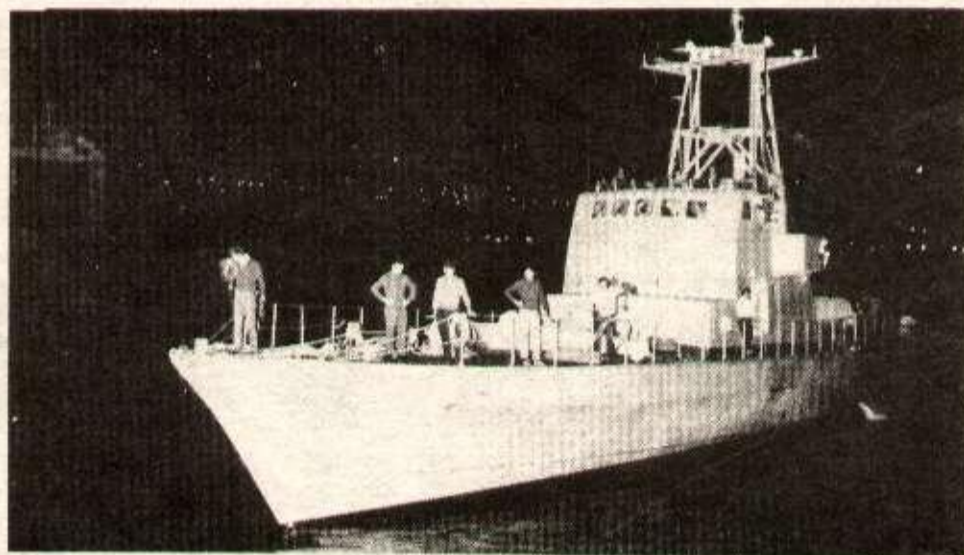
## Nouvelle révélation dans l'affaire du détournement d'uranium

# LES AGENTS SIONISTES BASÉS EN FRANCE ONT PRÉPARÉ LE COUP

Le procureur norvégien qui a instruit en 1973 le procès des tueurs sionistes qui opéraient en Norvège a révélé que l'un des chefs des tueurs, Dan Aerbel avait reconnu devant la police norvégienne que son équipe avait pris part au détournement vers Israël d'une cargaison d'uranium. Selon M. Wilker, le procureur, Aerbel aurait révélé cela à la police norvégienne pour lui prouver qu'il était bien un agent israélien ainsi que les quatre autres agents du Mossad, le service secret israélien, impliqués dans le meurtre d'Ahmed Bouchiki à Oslo.

### LE PUZZLE SE MET EN PLACE : COMPLICITÉS EUROPÉENNES ET AMÉRICAINES

Ainsi la révélation faite à Salzbourg il y a une semaine par un expert américain M. Loventhal, selon laquelle 200 tonnes d'oxyde d'uranium avaient disparu en 1968 et que le navire les transportant avait poursuivi ses voyages entre Rotterdam et la Méditerranée, s'étoffe jour après jour. Le week-end dernier le responsable à la sécurité de la CEE de l'époque affirmait que cette opération avait été couverte, et placée sous le boisseau dès que le rapport sur la disparition fut remis au chef de la commission US de l'énergie atomique par le responsable. Le silence fut respecté jusqu'à la semaine dernière quand les Américains sortirent l'affaire pour appuyer l'exigence de Carter pour un plus grand contrôle. En fait, pendant dix ans, les USA ont laissé Israël utiliser ces deux cents tonnes d'uranium hors de tout contrôle, afin qu'elle prépare la bombe, l'uranium convoyé par le bateau permet



Une «vetette de Cherbourg» enlevée par les commandos israéliens en 68. Les tueurs basés à Paris et liés à la DST qui ont détourné 200 tonnes d'uranium n'ont-ils pas également organisé ce coup.

la fabrication de soixante bombes de la puissance de celle lâchée sur Hiroshima en 1945 !

Mais ce que l'on sait de plus c'est qui a monté l'affaire : le réseau de tueurs qui opérait en Norvège est le même que celui qui a assassiné à Paris quatre militants palestiniens depuis 1972.

### LA FILIÈRE FRANÇAISE ET LES VEDETTES DE CHERBOURG

La révélation du procureur norvégien met en cause en réalité la puissante base que les services secrets israéliens ont en France. Les procès d'Oslo ont révélé que Paris était la capitale européenne du terrorisme israélien, que les services de l'ambassade d'Israël à Paris en particulier abritaient les principaux chefs des renseignements israéliens en Europe. On sait par ailleurs que les services de

renseignement israéliens disposent d'une solide base en France à l'intérieur même des services de police français. L'arrestation d'Abou Daoud en janvier dernier l'avait montré. Mais surtout le Mossad et la DST ont des liens très étroits : l'ancien chef de la DST a participé directement à la création des services israéliens, et depuis lors ils travaillent ensemble ?

Que le réseau de tueurs qui est basé à Paris ait organisé le détournement de la cargaison d'uranium en 1968 désigne tout naturellement les auteurs du vol des frégates à Cherbourg. A la suite de l'embargo décidé par le gouvernement français à l'encontre du matériel de guerre destiné à Israël, ces vedettes n'avaient pas été livrées. Une nuit elles disparaurent et se rendirent en Israël sans qu'aucun navire français ne les arraisonnerent. Les auteurs de cet enlèvement pourraient être les

mêmes que les voleurs d'uranium, les tueurs de Paris, c'est-à-dire les agents israéliens, connus de la DST, avec certains services de laquelle ils travaillent étroitement.

### OPERATIONS DE FEDDAYINE EN TERRITOIRES OCCUPES

*Des opérations de feddayine ont été organisées en Palestine occupée à la fin de la semaine dernière.*

*Dans la région d'El Qods (Jérusalem) une patrouille israélienne est tombée dans une embuscade, deux soldats ont été tués.*

*Dans les bâtiments résidentiels Lydda l'explosion de deux engins a causé de nombreux dégâts.*

## Selon les USA, l'URSS affirme que l'OLP est prête à reconnaître Israël

Les responsables américains ont dit à des représentants de la presse que Dobrynine, l'ambassadeur soviétique à Washington a rapporté à Cyrus Vance que Yasser Arafat, le président de l'Organisation de Libération de la Palestine, aurait accepté lors de son voyage à Moscou de préparer la reconnaissance de l'État d'Israël. Ces rumeurs sont d'autant plus étonnantes que :

1 - Le programme du Conseil National Palestinien a

été renouvelé le 20 mars dernier au Caire, à la suite d'une intense discussion au sein de l'OLP et de toutes les instances palestiniennes. Ce programme affirme dans son point deux ; «Le Conseil National Palestinien réaffirme la détermination de l'OLP à poursuivre la lutte armée ainsi que toutes les formes de luttes politiques et populaires afin de recouvrer les droits nationaux inaliénables du peuple arabe de Palestine». Pour remplir cet objectif, le Conseil National Palestinien a dési-

gné la direction de la Résistance Palestinienne et Yasser Arafat a été élu président de l'OLP. 2 - Une intense campagne avait été lancée en février dernier selon laquelle l'OLP avait été lancée en février dernier selon laquelle l'OLP avait pris contact avec des représentants de l'État d'Israël à Paris. Dans une conférence de presse tenue à Koweït le 20 février, Yasser Arafat déclarait : «Je défie quiconque de prouver qu'il y ait des contacts entre nous et l'État sioniste et le gouvernement israélien... Quand

j'appelle à l'État démocratique, je m'engage à pratiquer dans cet esprit. Sur cette base, je peux contacter tous les juifs qui croient à l'État Palestinien.»

Dans la même interview, Arafat rapporte qu'il a protesté auprès de Kurt Waldheim à propos de ses déclarations selon lesquelles «Abou Amar Arafat a dit que l'OLP ne veut plus de l'État laïc et l'a fait sauter de son programme».

Waldheim a dû reconnaître qu'Arafat ne lui avait rien dit de tel.



# «Demain sera toujours Palestinien»

● Interview du Professeur Larivière, président de l'AMFP, de retour du Liban.

Recueillie par Yomna EL KHALIL

Le professeur Larivière, président de l'association médicale franco-palestinienne (AMFP), qui a séjourné à plusieurs reprises au Liban, vient d'effectuer un nouveau voyage au sud-Liban.

A son retour, il nous livre ici ses réflexions sur la situation de la Résistance Palestinienne.

Celle-ci, loin d'être défaite après les sanglants affrontements du Liban, renforce ses positions au sud, développe ses liens avec la population libanaise de toutes confessions, en vue de mener à bien la guerre de Libération dans la Palestine occupée.

— QDP : Professeur Larivière, vous étiez récemment au Liban, vous avez visité le sud du Pays. Pouvez-vous nous raconter ce que vous avez vu ?

— R : Il faut tout d'abord parler de la situation de la

Résistance Palestinienne. Il y a plein d'interrogations, liées à ce que raconte la presse. Elle disait que les Phalanges ont tout pris au Sud, que la Résistance Palestinienne est à bout de souffle. Il faut répondre à tout cela.

## «LA RÉSISTANCE SE RENFORCE NOTAMMENT AU SUD»

La Résistance n'est pas à bout de souffle. Je me suis aperçu que la Résistance Palestinienne se renforçait en particulier au sud, de libanais progressistes, surtout dans le Fath. Auparavant, ils étaient dans des organisations libanaises mais ils se sont tournés vers le Fath chez qui ils trouvaient le meilleur objectif. Sur le plan territorial, la presse a raconté que les villes, agglomérations étaient aux mains des isolationnistes. Ce n'est pas juste. L'AFP du 1<sup>er</sup> mars disait que Bint Jbeil était occupé, nous y sommes restés deux jours, sous la protection de l'OLP.

Il faut clairement expliquer que la stratégie de l'OLP fait en sorte qu'elle ne mène pas un combat de conquête au Liban. Ce qu'elle veut, c'est la souveraineté du Liban,

l'application des accords de Caire.

Il n'est pas question de prendre des villes, de s'y installer. Les combattants palestiniens restent sur leurs positions, ils ont une attitude défensive, non parce qu'ils ne sont pas forts, mais parce que ce n'est pas leur stratégie que de prendre des villes. Leur ennemi ce sont les sionistes. Les combattants palestiniens n'occupent pas des villes, ne bombardent pas les agglomérations. Seuls les villages de Taybé et de Khiam qui ont une importance stratégique, qui relie l'Arakoub au sud du Liban, ont été repris. Nous remarquerons qu'ils n'ont pas bombardé Marjeyoun. Cette ville pouvait être reprise, mais la Résistance ne voulait pas bombarder et faire fuir la population civile qui y est restée.

## «LE BUT DE L'OLP EST QUE LA POPULATION RESTE DANS LES VILLAGES»

La Résistance agit tout à fait à l'opposé des sionistes et des isolationnistes. Ceux-ci bombardent les villes et

villages pour les vider de leur population, pour créer «la ceinture de sécurité» qui est en fait une occupation sioniste sur les terres libanaises. Les israéliens ont bombardé Nabatieh dans ce but. Ils ont lancé des bombes à phosphore sur les habitants, bombes qui causent des brûlures terribles. Ils ont bombardé pendant 36 heures d'affilée la ville de Bint Jbeil.

— QDP : On connaît bien la collaboration étroite entre les fascistes et les sionistes au sud. Les villages occupés ne vont-ils pas être repris ? La «frontière ouverte» va-t-elle continuer à fonctionner ?

— R : L'attitude de l'OLP n'est pas de faire une guerre d'implantation au Sud. Ce qu'elle veut, c'est qu'elle ne



Face aux sionistes et aux isolationnistes, les Fedayin assurent la protection des villages du Sud Liban

soit pas éliminée par les sionistes et les isolationnistes. Son but, c'est de libérer la Palestine. L'OLP considère qu'il est du devoir des autorités libanaises, de l'armée libanaise de défendre la frontière libanaise.

Un exemple de cette attitude : au sud de Bint Jbeil, se trouve un village chrétien Yaroun. Il surplombe Bint Jbeil. L'OLP ne veut pas occuper ce village. Elle a négocié avec les habitants du village la neutralité. Il ne faut pas qu'ils permettent l'occupation du village par les isolationnistes.

Le but de l'OLP est que la population reste dans les villages. C'est une résistance importante face aux projets sionistes.

## «LA POPULATION COMMENCE A REVENIR»

— QDP : Avant la guerre, la Résistance et les patriotes libanais avaient engagé un travail important au sud pour renforcer la résistance de la population face aux attaques sionistes. Où en est ce travail ?

— R : La mobilisation pour ce travail continue toujours. Maintenant la population du sud commence à revenir, mais pas encore en masse. Elle a toujours peur que les isolationnistes ne reprennent les villes. Ceux-ci sont capables de les exécuter. Une

liste de villageois à exécuter a été trouvée sur le cadavre d'un officier isolationniste à la suite de la bataille de Taybe. Plus on se rapproche de la frontière, moins les villages sont animés. Les bombardements israéliens, comme celui de Bint Jbeil qui a duré 36 heures, empêchent la population de revenir en masse. Mais un effort a été fait pour leur donner confiance : un nouveau médecin libanais est installé à Bint Jbeil. Dans un camp un abri a été construit pour que la population reste.

## L'HÔPITAL KAMAL JOUMBLATT

— QDP : Quel est l'état de la mobilisation sur le plan sanitaire, dans les camps et autres lieux ?

— R : Dans les camps, la construction des hôpitaux souterrains a continué. Les services de soins ont été améliorés, durant la guerre : au centre Akka, un service de chirurgie «tête et cou» a été construit. L'AMFP a participé à l'équipement de ce centre : toute l'instrumentation de bloc opératoire a été fournie. Au camp Chatila, l'hôpital Gaza est destiné, après sa rénovation, à la chirurgie générale. La construction de tels centres modernes, s'explique par les besoins de la population palestinienne et libanaise, ayant un faible revenu pour se payer ces services réservés ailleurs habituellement aux riches. Or, dans ces centres du Croissant Rouge, c'est la gratuité des soins.

Un projet va bientôt commencer à Tyr, c'est l'hôpital Kamal Joumbblatt. Dans l'esprit de la Résistance, ce

sont des gages de reconnaissance au Liban, qui seront laissés au peuple libanais lors de la libération de la Palestine.

Actuellement, le Croissant Rouge s'attèle à la tâche de construire des centres de santé de base à vocation préventive. Un département de médecine préventive a été créé il y a un an. Des projets ont été faits pour installer des centres de ce genre à Tyr et Rachidiyé.

— QDP : Quelle impression vous tirez de ce voyage ?

— R : Une impression de vitalité. Nous n'avons pas senti de défaitisme. Dans une base du Fath, deux mères qui ont perdu leurs fils durant la guerre viennent apporter aux combattants des fruits. Elles parlent aussi de l'avenir. Avant notre départ, Yasser Arafat nous a dit : «cette année a été très dure, certes, de rudes épreuves nous attendent encore, mais demain sera toujours palestinien».

## LES RELATIONS AVEC LES VILLAGES CHRÉTIENS

— QDP : Quelle est l'attitude de la Résistance vis-à-vis des villages chrétiens ?

— R : L'OLP a réglé, dans sa pratique, le problème confessionnel. A Tabnin, par exemple, village chrétien, les habitants sont revenus et ont trouvé leur église intacte. Ils y vont comme les musulmans à la mosquée. Dans le sud la Résistance s'occupe du ravitaillement. En cas de difficultés, les chrétiens sont les premiers servis, puis viennent les autres civils, et en dernier, les combattants. Il y a aussi le problème de Damour, village chrétien transformé par les chamounistes en verrou sur la route de Beyrouth à Saïda. Lors des combats, des massacres de la population chrétienne avaient eu lieu. L'OLP ressent encore cruellement ces massacres. Après la chute

de Tell Zaatar, les habitants du camp ont été transférés à Damour. Mais l'OLP pense qu'il faut négocier avec les autorités libanaises pour que les habitants de Damour retournent chez eux, que les habitants de Tell Zaatar vivent en un lieu sûr. On ressent partout la volonté de l'OLP que le Liban ne soit plus le théâtre de la guerre. C'est pour cette raison que les libanais se disent que l'OLP a raison. Celle-ci a une stratégie claire au niveau du Liban, un but clair : la souveraineté du Liban.

Il y a une réflexion politique importante au sein de l'OLP, du Fath. Des explications sont données aux combattants, par exemple, sur ce qu'il faut faire, pourquoi il faut le faire, pourquoi il ne faut pas qu'il y ait des bombardements aveugles.

# La Commune au jour le jour

Par Paule SACONNET

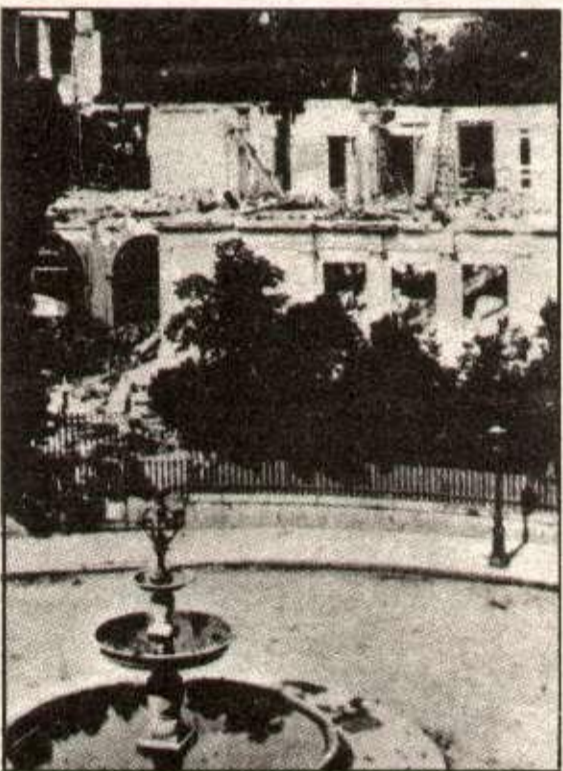
Jeudi 11 mai 1871



Par milliers, les travailleurs doivent fuir les bombardements et se réfugier à l'intérieur de Paris

Le 8 mai, Thiers avait eu le cynisme de faire afficher sur les murs de Paris un appel au ralliement à son armée. Le Comité de Salut Public répond au tissu de mensonges de cette «proclamation» par l'arrêté suivant.

«Vus l'affiche du sieur Thiers ; que dans ce document il déclare que son armée ne bombarde pas Paris, tandis que chaque jour des femmes, des enfants sont victimes de projectiles fratricides de Versailles, qu'il y ait fait appel à la trahison pour pénétrer dans la place, sentant l'impossibilité absolue de vaincre par les armes l'héroïque population de Paris, arrête : Art. 1<sup>er</sup> : les biens meubles des propriétés Thiers seront saisis par les soins de l'administration des domaines.



Article 2 : La maison de Thiers, située place St Georges sera rasée». Cette maison était vraiment le symbole d'une richesse scandaleuse, acquise au détriment de la sueur et du sang des travailleurs. N'oublions pas que Thiers était arrivé, avocat sans le sou, de sa province, qu'il s'était rempli les poches dans des activités douteuses de journaliste lié aux barons de la finance, qu'il était devenu actionnaire des mines d'Anzin pour y finir président du Conseil d'administration ! (Un jeton de présence par assemblée lui rapporte environ 3 fois le salaire annuel d'un mineur).

Il faut préciser que pour entrer plus rapidement dans le milieu des grands requins de l'époque, il épouse la fille d'un agent de change, spéculateur sur les terrains, après avoir été l'amant de la mère. En somme, la carrière classique de qui veut se hisser au sommet d'une société d'inégalité et de profit.

# DANS NOTRE COURRIER

## PARMI VOS LETTRES

De St Michel  
sur Orge

- la guerre impérialiste  
- la victoire du peuple  
vietnamien  
- Vietnam nord, Vietnam  
sud

Chers camarades,

Salutations communistes

N. MORTAGNE

Je lis tous les jours le Quotidien du Peuple. Notre journal m'est indispensable. Ce qui ne veut pas dire qu'il est parfait !

Je suis d'accord avec l'édito du 30 avril. Notamment avec la déclaration d'intention (fin de l'article) :...« élever le niveau de nos articles, mieux éclairer la situation actuelle, mieux répondre aux questions posées aujourd'hui... » Et, plus encore avec son introduction : «La rapidité avec laquelle le prolétariat saura forger son autonomie, se démarquer nettement des partis bourgeois de gauche dépend en partie de l'ampleur et de la qualité de nos explications quotidiennes...»

A.S. St MICHEL/ORGE

De Lyon

A propos de  
l'article  
«Le PCF et l'Etat»  
paru dans  
le Quotidien  
du Peuple  
du 1er mai 1977

De tels articles théoriques sont tout à fait nécessaires pour faire du Quotidien du Peuple notre journal.

Pour cela, il faut aussi que ces articles soient à la portée du plus grand nombre. J'ai dû m'y reprendre à trois fois pour suivre le fil directeur de la démonstration tout à fait intéressante au demeurant.

L'article aurait gagné en clarté et en percussivité s'il avait expliqué plus en détail les affirmations révisionnistes au lieu de les introduire en morceaux de phrases dans la démonstration (...)

Salutations communistes

J. Lyon

De Mortagne

Camarades,

L'interview de Roger Pic sur le Vietnam nouveau était très intéressante mais il aurait peut-être fallu présenter un historique du Vietnam avant de faire paraître cet interview. C'est-à-dire :  
- le régime du Vietnam avant le conflit

## FRONT ROUGE N° 15

### SOMMAIRE

Editorial.....	p. 3
Mouvement de rectification :	
Quelques éléments de bilan.....	p. 5
Manifestation et Rassemblement Communiste :	
Plein succès de la journée du 3 avril.....	p. 11
La Commune :	
Le prolétariat au pouvoir.....	p. 14
Renault-Billancourt :	
A l'heure de la défense des nationalisations.....	p. 20
Avant le Congrès du PS :	
Le rôle du CERES.....	p. 24
Histoire du mouvement ouvrier :	
Aux origines du 1 <sup>er</sup> Mai.....	p. 27
Les «Ballets de Changhaï» :	
Un exemple d'art révolutionnaire.....	p. 30
Les multinationales :	
Impérialisme et firmes multinationales.....	p. 31
D'Helsinki à Belgrade :	
Deux ans de rivalité accrue.....	p. 35
Inde :	
Un tournant historique.....	p. 41

Passez vos commandes à  
BP 68 75019 PARIS 6 F

TÉLÉPHONEZ  
AU QUOTIDIEN

636.73.76.



# 10 millions pour le développement du Quotidien du Peuple

COMMUNIQUÉ DU COMITÉ  
DE CHOMEURS 18<sup>ème</sup> - PARIS -

Le comité de chômeurs du 18<sup>e</sup> informe qu'après le suicide d'un chômeur de Lille et la tentative de suicide de Mme Denglos à Paris dans le 9<sup>e</sup>, M. Sohambur, Mauricien, chômeur, de 24anss'est donné la mort en jetant par la fenêtre de sa chambre dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Cette nouvelle, hélas, ne surprend plus, vu la situation matérielle de 1 400 000 chômeurs dont 520 000 seulement touchent des allocations. Rien que dans le 18<sup>e</sup>, on dénombre 10 000 chômeurs inscrits dont plus de 30 % d'immigrés et plus de 50 % de femmes ; des chômeurs comme M. Sohambur passent tous les jours des heures entières à l'ANPE dans l'attente d'offres d'emploi en nombre infime et qui sont bien souvent prises quand on se présente.

Le plan Barre-bis fait du chômage une méthode de gouvernement et continue sous d'autres formes la gestion du chômage, tout ce qu'il propose aux chômeurs est de se taire ; cela ne nous étonne plus.

Les organisations syndicales portent aussi une lourde responsabilité en ne faisant rien pour l'organisation massive des chômeurs au moment où les travailleurs ont besoin de renforcer leurs rangs face aux attaques de la bourgeoisie. Ce n'est pas non plus la prochaine campagne du PCF sur la «misère» des chômeurs qui va ouvrir des perspectives d'organisation et de lutte. Seule l'organisation des chômeurs dans leurs comités à partir des ANPE et unitairement avec les travailleurs actifs permettra une riposte conséquente.

# manifeste

# pour le socialisme

PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE  
Marxiste-Léniniste

MANIFESTE POUR LE SOCIALISME PRIX 8 F

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, Compte n° 77718 J  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

# Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»  
copyright Édition Denoël

7<sup>e</sup> épisode

— C'est vrai que tu parais fatigué. Le travail?  
Il me parla de l'étude qu'il surveillait. Les enfants l'avaient aimé le premier jour. Maintenant ils étaient las de lui.

— C'est noir, c'est triste. Depuis l'estrade, je ne vois qu'un peu de ciel. Quand j'étais couché après l'accident, depuis ce lit, c'était aussi ma seule vue. J'ai passé des journées sans le quitter du regard. J'aurais presque vu le grain du ciel, les yeux m'en brûlaient.

— Tout cela est fini, dis-je pour l'encourager.

— Je sais. Et ça ne reviendra plus. J'étais comme un être enfermé dans une bulle de verre, et tout le monde me voyait, mais personne ne m'entendait. Et moi, ce que je voulais, c'était casser la bulle pour que quelqu'un m'écoute.

Je pensai : « Est-ce Marie-Louise qui va t'entendre ? » Mais je ne le dis pas, je n'osais pas encore. De la poche de sa canadienne, il tira un journal roulé qu'il déplia.

— Tu le veux ? Je te le laisse, ça t'intéressera sûrement.

— En ce moment, dis-je, je n'ai guère le temps de lire.

Aussitôt, je regrettai ma réponse. J'allais le décevoir.

— Donne-moi ce journal. C'est un nouveau ? Je ne l'ai jamais vu.

— Nouveau et très important.

— Ah oui, fis-je, étonnée.

— Ils sont à fond contre la guerre.

— Quelle guerre ? Tout le monde est contre la guerre.

— Tu crois ? Tu ne sais pas que depuis cinq ans on se bat ?

— Ah mais en Indochine !

Je me souviens de quel ton léger je lui dis cela. Une guerre lointaine, discrète, aux causes imprécises, presque rassurante, une preuve de bonne santé, de vitalité.

— Bon, ça va, me dit-il, comme s'il avait conscience de perdre son temps. Maintenant, on va dormir.

— Quand tu partiras, je reprendrai la chambre

— Quand je partirai où ?

— Tu dis que tu veux te marier, ou bien partir. Je ne dis plus t'engager, mais enfin, tu t'échapperas un jour d'ici.

— Et toi, non ? La grand-mère est vieille ; quand tu seras seule... Tu n'as jamais envie de partir ?

Sa voix s'étouffait dans le tricot qu'il enlevait en tirant sur le col, selon sa mauvaise habitude. Les bras encore dans les manches, il s'assit à mon côté. Je cherchai mes mots. Je voulais être adroite, ne pas prononcer le nom de Marie-Louise. Qui sait ? ces mots, sa mémoire les retrouverait un jour, au hasard, comme des fleurs séchées dans les pages d'un livre.

— La vraie vie, dit-il avec douceur, c'est comme toi. Le calme, la paix en dedans. Moi aussi, j'ai envie d'être calme. Crois-moi, Elise, je suis pressé d'être marié pour atteindre cette vie-là. Je suis sûr d'être heureux, plus heureux exactement. Et toi aussi tu seras plus heureuse, et la grand-mère aussi.

Il réussit à m'attendrir. Il me savait vulnérable à ces images de la vie tranquille, droite, simple.

(à suivre)

## ÉVÈNEMENT

# Drôle de fête !

Le 8 mai, à Orléans, à l'initiative de la municipalité, et du clergé local, on célèbre l'anniversaire de la Libération... de la ville, assiégée par les Anglais, que Jeanne d'Arc délivra le 8 mai 1429 !

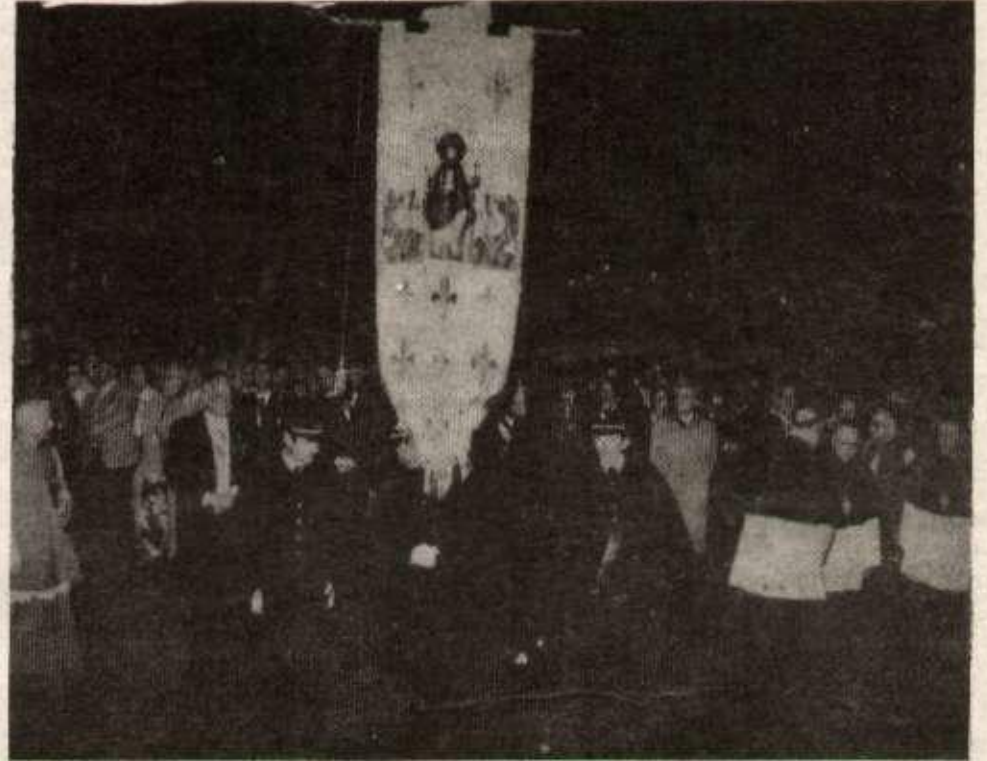
Avant la guerre de 14, la République a remis en selle Jeanne d'Arc pour symboliser la revanche. C'est pour cela que la statue équestre de la Pucelle érigée sur la place centrale de la ville regarde vers l'Est, « la ligne bleue des Vosges ».

Devant une foule empilée derrière des barrières et « protégée » par des cordons de CRS, un cortège officiel, haut en couleurs, « respectable et digne », se pavane dans les grandes artères du centre-ville. René Thinat, le maire radical et ses homologues de Münster, Dundee, Trévise et Tarragone (villes jumelées avec Orléans) ouvrent la marche en se tenant par la main, et lèvent les bras pour susciter des ovations.

Viennent ensuite les invités d'honneur. Après avoir choisi en 75, Anne-Aymone d'Estaing, et en 76, le ministre du chômage Durafor, cette année, les organisateurs ont été chercher au-delà des frontières « l'hôte de marque », Emilio Colombo, président du Parlement européen.

Puis, viennent les piliers de l'Etat : derrière le préfet, suivent les képis galonnés, puis les robes rouges et noires de la magistrature locale, les toges professionnelles de l'université, et bien sûr, le clergé vêtu d'écarlate pour l'évêché et de la sombre bure pour l'abbaye.

Traditionnellement, c'est la veille au soir que « l'événement politique » a lieu, sur le parvis de la cathédrale : monsieur le maire remet l'étendard de Jeanne d'Arc à l'Eglise au cours d'une



«Le Prince lui-même livré à ses hésitations semblait douter de sa mission»

cérémonie où chaque partie prononce une allocution.

Les « traditions » radicales se perdent !

En cette soirée du 7 mai 1977, l'hommage rendu à Jeanne d'Arc par le premier magistrat de la ville a été l'occasion d'un parallèle éloquent entre la France féodale du 15<sup>e</sup> siècle et la société en crise d'aujourd'hui.

« Quand la blanche bannière parcourut la France (...) le pays se ressaisit. (...) Le peuple demeura dans l'incertitude et la crainte. Les Grands se disputaient. Le Prince lui-même livré à ses hésitations semblait douter de sa mission. (...) Serait-il possible que de nos jours pareille épreuve recommençât ? Les heurts et l'insensibilité de féodalités nouvelles, la misère de ceux

qui travaillent, les doutes de ceux qui ont charge de gouverner, une funeste division de la France menant droit aux violences et à la ruine ? (...) Les problèmes de la nation demeurent les mêmes qu'au temps du siège d'Orléans. Ils sont ceux du maintien de l'union des Français ; cette union qui DEVRAIT se reformer spontanément religieusement pourrait-on dire devant les dangers grandissants.

Que ce conditionnel est bien choisi monsieur Thinat !

Il est bien difficile en effet de susciter aujourd'hui l'enthousiasme pour réaliser cette union. Et le contraste a été saisissant entre les milliers d'applaudissements destinés aux fanfares et aux majorettes et l'indifférence qui suivit le prêche de monsieur Thinat, malgré la

tentative de chaque organisée par les notables.

Et quel aveu de faiblesse et de peur, lorsque pour « protéger » la fête, on inonde la ville de CRS, qui, à force d'embarquer ou de contrôler les jeunes et les immigrés, vidant les rues. Drôle de fête en vérité !

Les fêtes de Jeanne d'Arc auront eu au moins un point positif. Profitant de la crainte du maire de voir sa ville « défigurée » par les ordures non ramassées pendant les fêtes, les éboueurs d'Orléans ont exigé l'augmentation des indemnités de repas et de travail de nuit. Et monsieur le maire s'est vu contraint d'accepter aussitôt.

Corr.

## Programme télé

MERCREDI 11 MAI

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure  
18 h 35 - Nounours  
18 h 40 - L'île aux enfants  
19 h 00 - Bonsoir chef  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Eh bien... raconte !  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - La maison des autres. Dramatique  
22 h 10 - Médicale. Hypertension artérielle  
23 h 10 - JOURNAL et fin des émissions

A 2

18 h 35 - Tchîn-tchin, le petit moineau

18 - 45 - Flash information  
18 h 55 - Des chiffres et des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - La tirelire  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 15 - Football : Anderlecht - Hambourg sv  
22 h 05 - Capitaines et rois. Feuilleton américain  
23 h 05 - Les nouvelles et fin des émissions

F 3

18 h 10 - Amphi CNAM  
18 h 45 - Feu rouge, feu vert  
19 h 05 - Une façon de vivre  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Tribune libre  
19 h 55 - JOURNAL  
20 h 00 - Les jeux de 20 heures  
20 h 30 - Le lit conjugal. Film italo-français  
22 h 00 - Journal et fin des émissions

# ce temps qu'on nous vole

## La fermeture par la SNCF des lignes secondaires asphyxie nos régions

### COMMENT ON SUPPRIME UNE PETITE LIGNE ?

On a vu que la rentabilisation à outrance du chemin de fer a considérablement aggravé les conditions de travail des cheminots. Elle a également de grosses répercussions au niveau du service voyageur et des marchandises :

- L'absence de personnel suffisant amène un manque de prise en charge des voyageurs et des files d'attente au guichet.
- L'obligation de payer des suppléments pour pouvoir voyager dans des tranches d'heures intéressantes.
- Une politique de prestige (exemple : les trains Trans-Europ Express) pour les grandes relations commerciales. A l'inverse, de vieux wagons et de

vieux autorails bondés sont jugés suffisants pour les «trains ouvriers». Exemple : Nantes-Saint Nazaire : wagons 1925. Exemple identique pour les départs en vacances :

- Le nombre de trains sur les grandes lignes, où seul le voyageur de 1<sup>ère</sup> classe a une place assurée, est de plus en plus important.
- La même politique de «prestige» pour obtenir des relations ultra-rapides entraîne dès le moindre accident, des retards en cascade.
- L'impossibilité pour un voyageur d'aller rapidement d'un point à un autre situé en dehors des quelques grands axes (principalement sur Paris), et encore lorsqu'il y a une gare...

Avant la guerre, chaque compagnie possédait un ensemble de relations de village à village, organisé en fonction de l'économie locale (marché, foire, etc.).

Ce réseau très serré a commencé à être «rationalisé» dès la mise en place des grands axes par la SNCF. On a vu des lignes comme Paris-Bordeaux via Saumur-Niort mise en voie unique et donc délaissée.

Tandis qu'on modernisait ces mêmes grands axes, parallèlement, les réseaux secondaires furent délaissés.

La suppression du service voyageur, puis du service marchandise avec les fermetures des lignes, s'est effectuée alors par vagues successives dès les années soixante.

#### COMMENT S'Y PREND LA SNCF POUR SUPPRIMER LES LIGNES ?

Elle ferme les gares au service des colis, des clients sont alors obligés de se rendre dans une gare voisine plus importante. Ils doivent alors y transporter leurs marchandises, choisissant carrément le transport routier pour les moyennes distances. Pour les voyageurs, on met en place un service omnibus ne correspondant nullement à des horaires adaptés aux usagers, et des omnibus sans correspondance. Par exemple Nantes-Cholet (deux trains dans chaque sens).

Les gares ne comportant aucun agent ne peuvent évidemment délivrer ni de billets, ni de réservations, ni de renseignements horaires. Le résultat des statistiques «montrera» alors la «non-rentabilité» de la ligne (d'autant que la plupart des

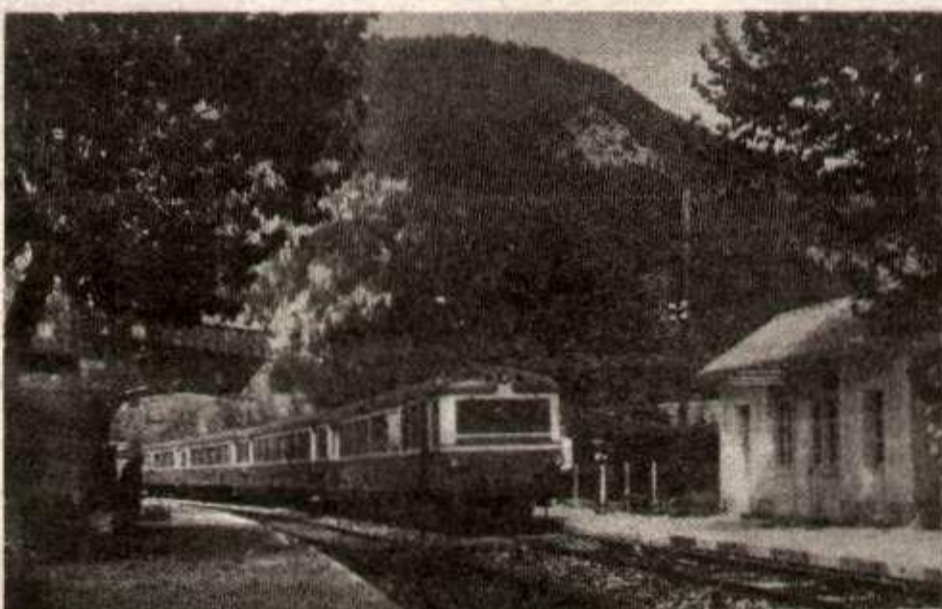
voyageurs ont des cartes de réduction) ; d'où la suppression de la ligne !

Comme l'Etat refuse de payer le déficit des omnibus sur l'ensemble des lignes, la SNCF élabore aujourd'hui un plan systématique de suppression des omnibus.

paroles du gouvernement).

Dans leur état actuel, les services omnibus et les petites lignes nécessiteraient des investissements réels afin d'améliorer leur confort, leur rapidité, et leur sécurité. L'absence d'améliorations est utilisé comme prétexte

elle rejette la notion de profit opposée à celle de moyens mis au service du peuple. Pour la France socialiste, l'intérêt du développement du chemin de fer est évident. Il occupe une place limitée, il dépense peu d'énergie, et peut permettre



Une petite gare de voie unique, permettant le croisement de deux trains. Un bâtiment qui sera loué ou démolé, une infrastructure qui ne servira plus à rien. Des ouvriers, des écoliers, des paysans obligés de prendre leurs voitures par tous les temps.

#### LA SUPPRESSION DES PETITES LIGNES ET LA MORT A PETIT FEU DES RÉGIONS

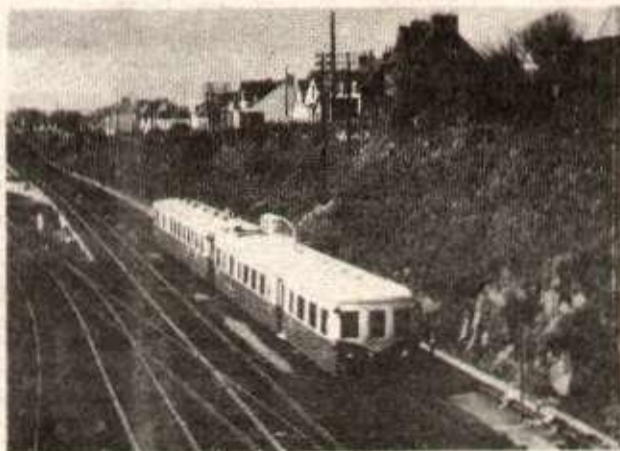
Les voyageurs les plus touchés par ces suppressions sont les ouvriers et les enfants de ruraux.

Au niveau marchandise, on ôte la possibilité de développement de petites industries et de désenclavement de région. Ce qui veut dire qu'on tue toute politique de décentralisation (qui fait l'objet des belles

pour la suppression.

Si elles ont servi au départ à permettre l'essor d'une certaine activité économique à la campagne leur suppression compromet gravement l'activité des régions. Une politique des transports prenant en compte les intérêts des régions et des populations ne peut se construire que si

les liaisons rapides entre les grandes villes et inter-régional dans des conditions optimales de confort et de sécurité. Ce sera un des moyens de décongestionner les routes, d'éviter de nombreux accidents de la route. La mise en place des relations terminales, évitera de surcroît, la détérioration des routes.



Un omnibus en Bretagne. Un service qui disparaîtra d'ici 2 ans si les collectivités locales ne le financent pas.

Cholet - Nantes :  
7 h 35 - 8 h 28

Trop tardif pour les écoliers et les travailleurs. Aucune correspondance pour la Bretagne ni pour Bordeaux.

Le dimanche  
Cholet - Nantes :  
7 h 20 - 8 h 13  
17 h 58 - 18 h 50 :

Départ trop matinal, aucune correspondance.  
Aucune correspondance sur Bordeaux (18 h), ni sur la Bretagne (18 h 18)

Par Dominique ROCHELET et Michaël HOUAÏLOU



Capdenac : un «nœud» ferroviaire de petites lignes, au cœur du Massif Central : pour combien de temps encore ?

### En Saône et Loire

#### VIVRE AU VILLAGE C'EST VIVRE ISOLÉ

Autun, à 55 km de l'axe Lyon-Paris (Nationale 6 et autoroute A6), à 40 km du centre industriel de Montceau-les-Mines, est une petite ville de 25 000 habitants cernée par l'Autunois et le Morvan. Pour aller à Chalon-sur-Saône, il faut trois bon quarts d'heure, une heure pour aller à Montceau-les-Mines, près de deux heures pour aller à Dijon.

L'été, quitter Autun par le train est une aventure : située en dehors des grands axes ferroviaires, les trains y sont rares, et il faut se munir d'un papier et d'un stylo pour se rappeler les nombreux changements. Il faut plus de temps par le train pour aller à Paris depuis Autun, que depuis Lyon, pourtant presque deux fois plus loin !

Autun, c'est la ville. Mais la campagne autour ? Tous les petits villages de l'Autunois et du Morvan ? Les services de cars y sont rares.

Vivre à la campagne, ici, comme dans beaucoup de régions de France, c'est vivre isolé. Pour beaucoup de femmes, c'est ne pas pouvoir travailler, c'est rester avec pour tout horizon le village, c'est attendre interminablement le mari qui doit travailler, souvent loin, à Autun ; quand ce n'est pas au Creusot. Vivre au village, c'est se creuser la tête pour essayer de surmonter les difficultés concernant la scolarisation des enfants.

Le seul moyen de rompre l'isolement, et de pouvoir aller travailler à l'usine (parce qu'on ne peut plus vivre de la terre quand on est petit paysan), c'est la voiture. Voiture qui grignote de plus en plus ce qu'elle permet de gagner.

#### REDONNER VIE AUX CAMPAGNES

(...) Pour ceux qui vivent à la campagne, les transports sont donc un souci constant : transport pour le travail, transport pour les enfants, transport pour les courses... Rien n'est fait pour les besoins des gens, tout pour le profit. Un exemple ? Au CET d'Autun, certains élèves travaillent samedi matin. Il existe un ramassage scolaire pour les demi-pensionnaires du CET mais le samedi à midi, ils ne sont pas assez nombreux pour que le voyage soit rentable pour la compagnie privée. Les parents viennent les chercher ou bien ils font du stop. Quant aux internes, certains doivent rentrer le dimanche soir au CET ou partir le samedi soir, alors que les cours finissent le samedi à midi au plus tard : il n'y a pas de car, pas de train...

Pour aller au CET d'Autun, Colette qui habite un petit village du Morvan doit partir de bonne heure avec le car mais, son père doit en allant au travail poser son vélo à Autun pour qu'elle puisse rentrer le soir. Pas de car !

Pour nous, le socialisme c'est aussi redonner vie aux campagnes. Si l'économie n'est plus régie par la loi du profit, on pourra installer des petites usines dans les villages. Les travailleurs maîtres de ces usines sauront éviter la pollution. Les travailleurs, maîtres de leur vie auront à développer des moyens de transport à leur service : développement des services des cars et de trains, voitures collectives...

C.A. Autun